

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

MARDI 22 FEVRIER 1977

N° 382 1,50 F

Belgique : 15 FB
Commission Paritaire : 56942

Seveso
La population face à l'armée

Un responsable ouvrier du «Conseil de fabrique» du ICMESA témoigne

Voir p. 9

DES CHIFFRES ACCABLANTS POUR BARRE

La situation économique de la France n'est pas brillante quoiqu'en dise Barre. Depuis vendredi, le franc baisse par rapport au dollar, par rapport au mark, et même, ce qui est plus significatif, par rapport à la livre anglaise !

De plus, les chiffres du commerce extérieur pour février sont maintenant connus : déficit de 3 milliards, alors qu'en janvier le déficit était de 2,1 milliards. A ce rythme là, et en ne prenant en compte que les chiffres gouvernementaux, le déficit du commerce extérieur en 77 atteindrait 30 milliards, soit 50 % de plus qu'en 76. Toujours selon les chiffres gouvernementaux, la hausse des prix en janvier serait supérieure à 0,5 %, et ce malgré la baisse de la TVA. Tous ces chiffres négatifs sont pires que ceux de 76, et Barre ose prétendre que la source des problèmes était la trop forte augmentation des salaires. Le «meilleur économiste de France» se révèle de plus en plus comme ce qu'il est en réalité : un politicien au service de la bourgeoisie pour lutter contre les travailleurs.

Le prolétariat textile du Nord face à la crise
75 ans d'exploitation et de lutte
p. 12

MUNICIPALES

LES TRAVAILLEURS ONT LEUR MOT A DIRE

19 jours nous séparent du premier tour de scrutin des élections municipales. Traditionnellement, celles-ci sont considérées comme les plus «apolitiques», celles où les qualités de gestionnaire des candidats passent avant leur étiquette politique. Du moins est-ce ainsi que la bourgeoisie a voulu présenter les élections municipales depuis des dizaines d'années.

Il n'en est rien aujourd'hui, et le caractère différent des élections de 77 doit retenir l'attention des révolutionnaires et des travailleurs. Il y a une crise politique dans notre pays, et toutes les fractions de la bourgeoisie, tous les partis qui représentent ces fractions y sont confrontés. Il s'agit pour eux de tenter d'affirmer leurs perspectives, leurs projets pour sortir l'impérialisme français de la crise.

A quelques mois des élections législatives, les municipales agissent comme un révélateur des profondes contradictions qui secouent les partis bourgeois. Ce n'est pas un hasard si c'est à propos de la mairie de Paris que s'est révélée au

grand jour la division de la «majorité», ce n'est pas un hasard si «l'union de la gauche» a tant de mal à se réaliser, si déjà les divergences fondamentales de projet entre PS et PC apparaissent.

Bien sûr, la présence dans les municipalités constitue aussi une sinécure pour les politiciens bourgeois, elle est le tremplin d'ambitions personnelles, et les tractations de coulisse revêtent un caractère de politiquerie que les travailleurs rejettent.

Mais ce n'est pas le seul aspect, et il serait faux de ne pas prêter une grande attention à ces élections sous prétexte que les travailleurs ne sont pas concernés. Nous sommes concernés par les divisions de la bourgeoisie.

Une chose est sûre cependant : c'est que d'un côté comme de l'autre, il n'y a rien à attendre de bon des listes en présence, dans la très grande majorité des cas. Dans les grandes villes, les fameuses 221 villes de plus de 30 000 habitants, l'affrontement aura lieu soit entre la majorité et la gauche, soit entre une majorité divisée, RI et RPR chacun de leur côté, et une «gauche» divisée. Tous ont déjà gérés des municipalités, tous ont déjà montrés, en essayant de le dissimuler ou pas, combien leur gestion allait dans le sens des intérêts de la bourgeoisie, contre les travailleurs.

Suite p. 3

«ISRAËL DÉCLENCHERA UNE 5^e GUERRE»

déclare
Yasser Arafat

Au cours d'une conférence de presse à Koweït, Yasser Arafat, président de l'OLP a déclaré que les Palestiniens n'étaient pas concernés par la tournée de Vance et qu'ils n'attendaient rien d'une reprise de la conférence de Genève. Il a dit : «Israël déclenchera une cinquième guerre contre les Arabes pour éviter une crise économique», ajoutant qu'il était difficile «d'envisager le règlement de la crise au moment où le rapport de forces est nettement en faveur d'Israël».

Les crimes racistes restent impunis

- Malika Yezid meurt après un interrogatoire : Non-lieu pour les flics
- Deux travailleurs algériens abattus : 5 ans avec sursis pour le gérant-assassin

Voir p. 6

GRAVES INONDATIONS DANS PLUSIEURS RÉGIONS



● Importations de matières premières : la bourgeoisie ne trouve pas de solution p. 3

● Usinor annonce 7000 licenciements p. 4

● La droite prépare ses armes contre les nationalisations p. 4

● 22^e Congrès CFDT Santé : l'heure est au bilan p. 5

MAIRIE DE PARIS

La liste des affrontements

Voir p. 3

REPORTAGE

La grève des 500 O.S. de la «Française de Mécanique» à Douvrin (Pas-de-Calais)

les 500 «trouble-fête» de douvrin

par Julien Leblond



L'usine de l'an 2000 au beau milieu d'un vaste champ de betteraves : comment évoquer autrement les formes pures et rectilignes des bureaux et des immenses ateliers de la «Française de Mécanique» qui laisse apercevoir de loin ses murs bleu azur dans cette morne plaine du Pas de Calais, à une quinzaine de kilomètres de Lens et Béthune ?

Quand Renault, Peugeot et Volvo se sont associés pour édifier cette usine en 1971, c'était pour y produire en série toute une gamme de pièces mécaniques et de moteurs communs aux trois marques. Les machines qui l'équipent sont le dernier cri de la technique : telle cette machine-transfert qui réalise les cent opérations d'usinage du vilebrequin du moteur X sans qu'intervienne la main d'œuvre... sauf pour dégager les pièces qui coïncident... Une panne vient-elle à se déclarer, comme cela arrive presque quotidiennement ? Aussitôt intervient une machine connexe équipée d'un ordinateur chargé de détecter la panne et d'y remédier dans des conditions de rapidité et de rentabilité optimum !

«ELAN»... DE DÉMAGOGIE !

Opération de prestige quant aux audaces technologiques, la FM l'est tout autant par sa politique «sociale» hardie. Oubliés les ateliers vétustes et surchargés de l'île Seguin comme les sinistres commandos CFT de Sochaux : place aux «relations humaines» et à «l'enrichissement des tâches». Au printemps prochain la FM va ouvrir un nouvel atelier de montage inspiré des innovations de Volvo en Suède : un bâtiment en forme de U aux larges baies vitrées à hauteur du sol et un jardin intérieur : chaque OS travaillera à proximité d'une source de lumière de 6 m². La dernière expansion patronale : pour chaque nouvel embauché, un arbre planté dans l'enceinte de l'usine !

Tout ceci fournit bien sûr la matière de longs articles colorés dans le journal «Elan» qui a été primé comme le meilleur journal d'entreprise de France. Et pour parfaire ce tableau «idyllique», une hiérarchie très «ouverte» aux «problèmes humains», formée dans le sésame des «clubs» et autres ERACT, au service d'une entreprise en pleine expansion même si avec les 3 600 emplois actuels on est encore loin des 6 000 qui étaient annoncés pour 1976.

Jeune par son implantation et par le type de rapport de classe «dynamiques» qu'entend promouvoir le patron, la FM vit surtout de la jeunesse du prolétariat qui la compose. Les quelques 2 000 OS qui y sont embauchés au rythme d'une centaine sont triés parmi les innombrables

chômeurs sans qualification qui sont foule sur le Bassin minier en proie à la reconversion. Le dernier CE de la FM révélait que la moyenne d'âge dans l'usine était de 29,2 ans. La FM emploie en outre 300 femmes essentiellement à des tâches de contrôle, quelques mineurs de fond dont ceux du 13-18 d'Hulluch qui ferme et... un seul travailleur immigré.

Mais la FM peut faire miroiter tous les rêves possibles de promotion aux jeunes embauchés, les illusions tombent vite quand augmentent jour après jour les cadences sur les chaînes, la fatigue de 9 heures de travail posté, alors que la prime de production et les salaires restent très en dessous de ceux des «maisons-mères». C'est le «ras-le-bol» qui a conduit à cinq mouvements de lutte en six ans d'existence de l'usine, jusqu'à cette grève déclenchée le 28 janvier par les 500 OS des chaînes de montage et d'usinage du moteur X (104 Peugeot et Renault 14). Grève qui a été interrompue par décision de l'assemblée générale des OS en lutte vendredi 18 février sans résultat tangible sinon la promesse que la question des salaires et du temps de travail serait sans doute revue lors des négociations «sociales» qui doivent s'ouvrir prochainement...

Plus de vingt jours de lutte ont sérieusement malmené cette politique «sociale» : la direction n'a pas lésiné sur les moyens pour dédoubler la production (voir encart) mais a aussi joué plus finement sur un chantage au blocage de l'embauche. Si ces menaces n'ont guère ému les 500 grévistes, elles ont suscité la moue approbatrice des notabilités locales, princi-

Lundi dernier, les 500 OS du montage et de l'usinage du moteur X de la «Française de mécanique» à Douvrin (Pas-de-Calais) ont repris le travail après une grève commencée le 28 janvier pour la revalorisation de la prime de production, le relèvement des salaires et la réduction du temps de travail. Près de trois semaines d'une lutte de secteur

qui s'est achevée sans résultat significatif.

Les 500 grévistes ont démasqué la façade démagogique d'un patronat intraitable comme ils ont dû affronter la politique duplice et brutale du PCF qui n'aime pas qu'on trouble la sérénité des périodes électorales... Une riche expérience des vingt jours de lutte qui appelle un bilan approfondi.

palement PS et PC, qui ont prodigué des «conseils de sagesse et de retenue» aux travailleurs grévistes et à leurs parents : il ne fait pas bon, voir, en cette période de promesses électorales, se rétrécir la seule possibilité de montrer qu'on peut «faciliter» l'embauche de tel ou tel jeune de la commune.

Mais ce patronat habile a su à l'occasion user à fond des «charmes» de sa politique de «relations humaines» : mercredi 16 février, les travailleurs en lutte et la section CFDT appelait les travailleurs de l'usine à des débrayages et meetings de solidarité aux portes de l'usine. A l'heure de ces meetings, les bureaux des chefs étaient ouverts «à tous ceux qui voulaient poser leurs problèmes», ceux des 150 travailleurs qui avaient pris le parti de débrayer devaient traverser une haie de chefs, patron en tête, le sourire accueillant et la main tendue...

Pour contrer ce surcroît de démagogie patronale, les grévistes ont répondu par des défilés dans les ateliers et une série d'autres initiatives du même type pour expliquer et convaincre les travailleurs sur les chaînes des buts et moyens de leur lutte. Sans toujours emporter l'adhésion, les faits montrant que les assauts de démagogie patronale ne sont pas totalement évanoués, et rendant du même coup plus aléatoires les chances d'une extension de la lutte à toute l'usine de Douvrin.

LE PCF ET LES «TRUBLIONS» DU MONTAGE

Mais dans le compte des moyens qui ont fait défaut aux grévistes pour élargir le

rapport de force au-delà des limites de leur secteur, la politique sournoise de la direction aurait pesé d'un moindre poids si elle n'avait trouvé à de multiples niveaux l'appui tout à fait opportun de la direction de la section CGT, s'accrochant des deux mains aux négociations «sociales» programmées avant la grève et que venaient remettre en cause bruyamment les 500 «troublions» du montage X. Dans la logique des positions des dirigeants CGT de Douvrin, les inter-CGT Renault et Peugeot n'ont engagé aucune démarche qui put faire reculer les «maisons-mères» dans leur acharnement à dédoubler la production, ignorant superbement le mouvement sectoriel à la FM. Pour une part non négligeable des grévistes comme pour la direction syndicale CFDT de Douvrin, cette position n'a rien d'inattendu et de mystérieux : «Nos camarades de la CGT, disait l'un d'eux, se montrent plus empressés à faire l'analyse de la lutte avec le dirigeant PCF du coin plutôt qu'avec les travailleurs. Ils semblent craindre tout ce qui pourrait effaucher l'électeur».

Mais la politique révisionniste qui, dans les faits, pèse de tout son poids dans l'appareil syndical CGT qu'elle maîtrise pour réprimer la volonté de lutte ouvrière est aussi faite de ces doubles jeux qui peuvent illusionner et tromper les travailleurs : quand le député Henri Lucas, au nom du PCF est venu aux portes de l'usine affirmer haut et fort son soutien aux grévistes, il n'a pas rencontré d'accueil moins chaleureux que tous les autres notables locaux, nettement plus catalogués comme réactionnaires qui ont fait de même.

«On n'a pas besoin de se mêler des joutes politiques», expliquaient certains jeunes grévistes, on n'a plus à faire avec notre lutte», qui préféraient s'attacher à dresser en positif le bilan de la pratique démocratique de leur lutte : deux assemblées générales quotidiennes, une participation étroite et collective des 500 OS grévistes aux discussions, à la préparation et la réalisation des tracts et de multiples autres initiatives... Cette défense patiente et acharnée de la démocratie ouvrière est, pour cette majorité de travailleurs qui faisaient l'apprentissage de la lutte, un acquis non négligeable de ce mouvement et un atout pour les luttes à venir.

C'est un premier point de rupture avec l'orientation actuellement imposée aux luttes des travailleurs par le PCF. La question reste néanmoins posée de l'avenir des luttes d'ici 78, mais aussi au-delà. La tactique du PCF n'est pas fortuite ! Elle est la conséquence de son projet politique, étranger aux intérêts de la classe ouvrière. On le mesure bien à son attitude duplice à l'égard des OS «trouble-période électorale» à Douvrin.

RENAULT ET PEUGEOT :

LES GRANDS MOYENS

Pour écraser la grève des 400 OS de Douvrin, Renault et Peugeot ont fait donner l'artillerie lourde :

A Peugeot-Mulhouse, pour pallier au manque de moteurs 104, la direction met en place en catastrophe, toute une série de mesures de remplacement :

- production 304 : déplacement de 150 personnes de l'emboutissage-Mulhouse à Sochaux, le 10 février, et montage de 80 à 100 véhicules 304 supplémentaires en carrosserie.

- production 104 : une partie de la production 104 est remplacée par la LN (nouvelle Citroën 3CV).

A la SEMAS, filiale Peugeot de Hérimoncourt, une chaîne de mon-

tage pour moteurs 104 est installée d'urgence. Peugeot espérait en produire 100 par jour. Tous les services de planning, approvisionnement, cadencement étaient sur les dents.

Chez Renault : une chaîne de montage produisant 50 moteurs par jour est installée à Choisy le Roi. La qualité en était tellement médiocre que Renault a contacté la SAVIEM à Limoges et lui a demandé des techniciens pour les former au montage de ce moteur. Ce que les syndicats de la SAVIEM-Limoges ont empêché par une prompt intervention. Ces grandes manœuvres pour étrangler la grève de Douvrin aurait coûté à Peugeot et Renault la bagatelle de cent millions de francs et... 15 000 moteurs perdus.

Importation des matières premières

LA BOURGEOISIE NE TROUVE PAS DE SOLUTION

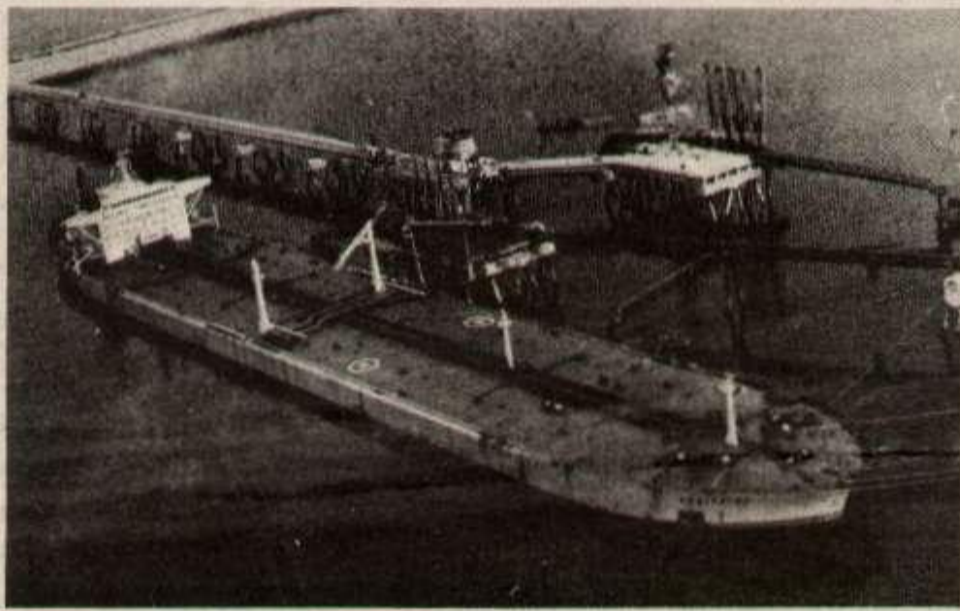
Quatre banques d'affaires, et pas des moindres (BNP, Rothschild, Paribas et Worms) ont créé récemment un «groupe de travail» chargé d'étudier le problème des économies d'énergie et de matières premières, pour éventuellement mettre au point un système spécial d'investissement sur ce sujet. C'est que la situation n'est pas brillante pour la France : la somme totale d'importations de matières premières en 76 est à peu près équivalente à celle du pétrole : 50 milliards de francs nouveaux.

Ce sont les récentes augmentations d'un certain nombre de matières premières, dû à la fois aux revendications des pays producteurs et à la spéculation internationale, qui ont précipité la décision : hausse de 127 % pour le café, 64 % pour le cacao, 50 % pour la laine, 63 % pour le tungstène, 43 % pour le caoutchouc, etc... Face à cela, les moyens du gouvernement français et des banques sont bien limités : création d'une délégation aux économies d'énergie, tentatives pour substituer un certain nombre de produits chimiques aux matières premières (caoutchouc synthétique, café synthétique, vanilline), et exploitation des ressources françaises. Le but fixé par le gouvernement est en effet d'économiser 5 milliards par an d'importation à la fin du VII^e plan. Mais pour cela, il faut investir, et il faudrait restructurer de nombreuses entreprises, lesquelles n'y

ont pas disposé. D'où la création de ce groupe de travail par les banques d'affaires.

La contradiction est grande pour la bourgeoisie : à la

Pétrole + matières premières = La France a importé en 1976 pour 100 milliards de francs nouveaux.



fois continuer et développer une politique impérialiste tout en effectuant une diminution dans ce domaine. Ces hésitations se reflètent dans le total des sommes investies pour les restructurations : d'après les calculs des spécialistes gouvernementaux, il faudrait investir 300 millions par an pendant 10 ans. Or en 76 le montant des investissements consacrés à ça n'a été que de 100 millions, et il sera du même ordre en 77. Le problème est simple : la bourgeoisie s'aperçoit qu'elle

le dépense trop avec ses importations, elle voudrait donc les réduire, mais elle n'est pas disposée à investir pour cela.

Avec le développement des revendications du Tiers-Monde, et leur lutte pour un plus juste prix des matières premières, la conséquence des contradictions de la bourgeoisie, c'est que le coût de ses importations ne pourra qu'augmenter, rendant quasiment impossible tout assainissement de l'économie.

Amalrik à Paris

RÉPRESSION EN URSS ET MANOEUVRES AMÉRICAINES

L'historien soviétique Amalrik arrive à Paris pour demander d'être reçu par Giscard d'Estaing, pour attirer l'attention du gouvernement français sur la vague de répression qui s'est abattue ces derniers temps sur les intellectuels soviétiques.

Amalrik a été chassé d'URSS en juillet dernier pour ses écrits dénonçant certains aspects de la réalité soviétique. Cependant, il fait partie de ce courant qui considère que les USA sont leur meilleur soutien contre le fascisme de Brejnev. Il dénonce la répression contre les intellectuels, mais oublie le peuple soviétique ! Amalrik part de la dénonciation d'un certain nombre de faits récents : «La situation dans les camps de travail, l'accession à l'information ont empêché... Le gouvernement interdit de parler au téléphone avec l'étranger». Et il demande aux gouvernements étrangers d'intervenir auprès de l'URSS.

Son intervention auprès de Giscard d'Estaing paraît coordonnée avec la réception prévue de Boukovski à la Maison Blanche. Le gouvernement français est le plus soumis aux pressions soviétiques, comme l'ont montré les intrusions russes dans les affaires intérieures françaises du week-end ; dans une certaine mesure, les Soviétiques montrent leurs relations avec la France comme un «modèle», une sorte de champ d'expérimentation de leur politique à l'Ouest. L'intervention d'Amalrik auprès de Giscard apparaît curieusement coordonnée avec le tournant pris dans la politique américaine concernant la détente et le respect des droits de l'homme en URSS, pour être tout à fait fortuite.

En fin de compte, Giscard a décidé de ne pas recevoir Amalrik. Il s'agit de ne pas compromettre la prochaine visite de Brejnev.

Municipales

Suite de la p. 1

Les travailleurs ont leur mot à dire

Certes, il y aura d'autres listes, et le choix proposé sera apparemment plus grand, mais dans le fond, quelle différence ? Dans un certain nombre de grandes villes, les listes «écologiques», malgré leur progression en pourcentage, ne seront pas en mesure de jouer un rôle au deuxième tour. C'est aussi le cas des listes trotskystes en cours de constitution : où sont les travailleurs, où sont les représentants du courant de masse, où sont les aspirations populaires ? Le fait que certains révolutionnaires se soient fourvoyés dans ces listes n'y change hélas rien.

Car il s'agit bien de l'essentiel : dans leurs luttes de quartier, les masses ont posé de multiples problèmes, qui concernent l'organisation de la municipalité, des aspirations de caractère révolutionnaire se sont fait jour ; c'est aussi le cas des ouvriers des usines des banlieues, c'est le cas des paysans dans les villages, en lutte contre les notables-proprétaires ter-

riens ou contre la destruction de la nature par le capitalisme, etc...

Ces véritables aspirations populaires, la bourgeoisie n'en veut pas, et elle entend faire de ces élections municipales, le champ clos de ses rivalités internes. Prêter une grande attention aux municipales, c'est prendre en compte la transposition au sein des partis bourgeois de la crise politique de l'impérialisme français, mais c'est aussi affirmer la voie par laquelle on peut s'en sortir, celle du rejet et du refus des partis bourgeois, celle de l'affirmation et du soutien des aspirations révolutionnaires des masses.

A l'occasion des municipales, nous devons nous emparer du débat qui nécessairement se mène pour affirmer avec force ces aspirations révolutionnaires. Dans chaque municipalité, la bourgeoisie essaye de passer sous silence les revendications populaires. Nous nous donnerons les moyens pour qu'elles s'expriment largement.

Municipales à Paris

La liste des affrontements

A moins de nouveaux rebondissements, toujours prévisibles dans une campagne qui en a connu beaucoup, on sait maintenant quels seront les adversaires en présence à Paris, les 13 et 20 mars. Chirac avait fait connaître la composition de ses listes dès le 13 février. D'Ornano s'y est pris à trois fois, avec des modifications sensibles, et la gauche, après de longues tractations, a publié ses listes dimanche dernier.

• La gauche «tient» cinq secteurs parisiens :

— Dans le 11^e, Berlemont, du PCF, aidé par Sarre, affrontera Fanton, pour le RPR, et Farbmann, pour les Républicains Indépendants. Elle devrait remporter les sept sièges.

— Dans le 13^e, c'est l'affrontement-choc entre Baillot-Estier-Jospin pour la gauche contre D'Ornano-Chirac d'une part, Le Tac (RPR) et Mme Binoche d'autre part.

— Dans le 19^e, Fizbin, chef de file PCF a pour co-listier Guidoni, du CERES, et en face «la plus jeune candidate RPR», Mme Fontfrède, «le plus sportif des candidats RPR» Alain Mosconi, et une femme-patron Mme Paour, pour les Républicains Indépendants.

— Enfin, dans le 20^e, Meillat, conseiller sortant PCF, affronte Tony Merbulot «apolitique» RPR et Gourbeyre (R.I.), maire du 20^e.

La victoire de la gauche dans ces cinq secteurs lui donnerait 35 sièges.

• Parmi les secteurs en balance, il y a le 2^e-3^e, le 10^e, le 12^e et le 14^e.

— Dans le 2^e-3^e : Dayan (PS) et Lang (ancien directeur du TNP) contre Mme Chouraqui (radicale-chiracienne) et Dominati.

— Dans le 10^e : Lhostes (PC), Luchoire (MRG) et Mousel (PSU) contre Marens (député RPR) et Buffetaud (RI), maire-adjoint.

— Dans le 12^e : Bouis (PS) contre Magaud (député RPR), Doublet (ancien préfet de police) et Perrin (CDS).

— Enfin, dans le 14^e, Parmentier (PS) et Schwartzberg (MRG) contre Pelège (RPR) et Colli (radical) favorable à D'Ornano.

Ces quatre secteurs représentent 21 sièges.

• Dans les autres secteurs, la bataille principale aura sans doute lieu entre RPR et giscardiens.

— Dans le 1^{er}-4^e, malgré la présence de Léo Hamon, la gauche a peu de chances face à Kries (RPR) et Sylvie Pierre-Brossolette, attachée de cabinet de Giroud.

— Dans le 5^e, pas de problème : face à Chirac, la gauche présente un médecin, Mme Goldet, et D'Ornano présente un jeune giscardien, Dewavrin.

— Dans le 6^e, Cordart (CDS, giscardien) affronte Barrau (PS) et surtout Bas (RPR).

— Dans le 7^e, Frédéric Dupont représentera seul (!) la majorité face à Dominique Gallet, gaulliste de gauche.

— Dans le 8^e, Tolu (CDS, giscardien) affronte Lesage, chirurgien PS, et Couve de Murville.

— Dans le 9^e, malgré la présence du chanteur Stéphane Réggiani, la gauche a peu de chance face aux candidats de Giscard : Xavier de la Fournière et Férauge, général des pompiers, et à Kaspéreit, député RPR.

— Même chose dans le 15^e : la lutte sera entre Françoise Giroud d'une part, et Nicole de Hautecloque (RPR) d'autre part. Rocque, du PS, n'a pas de chance, malgré la présence sur sa liste de l'écrivain René-Victor Pilhes.

— Dans le 16^e, Lempereur, directeur commercial, MRG, représente la gauche face à Frézal (RPR) et Lépine et Taittinger pour les giscardiens.

— Enfin, dans le 17^e, Lafay fils a toutes les chances de battre la commerçante PS, Kahn.

Nous reviendrons en détail sur cette élection parisienne, et sur la composition du conseil de Paris qui en ressortira. Une chose est certaine : c'est qu'aucun parti ne pourra se prévaloir d'une majorité absolue. Le jeu des alliances va pouvoir se dérouler, à gauche comme à droite, et même entre les deux !

Décidément, ils ont peur... même des masques !

L'Alsace, chaque année, se retrouve du Nord au Sud dans les fêtes carnavalesques du mois de mars. A Strasbourg, c'est le «Musauer Wackes» qui anime ces manifestations populaires et satiriques.

A Thann, le sénateur-maire centriste M. Schiele, nouveau président du conseil régional, a publié un arrêté municipal interdisant toute utilisation de masques à caractère politique... Il faut dire que l'an dernier à Strasbourg, les spectateurs du carnaval, pouvaient voir : Mme Claude enfin libérée, la revalorisation du travail manuel, la réforme université-poubelle, Moon et les GFS et le candidat aux élections G. de la Veine.

POLITIQUE

CULOT

Lombard, ancien adjoint au maire de Marseille et porteparole de la majorité, a accusé Defferre de «livrer la ville aux communistes». C'est un comble quand on sait les efforts que fait Defferre pour se passer de ses encombrants alliés. D'ailleurs, le PCF est reparti à l'attaque à Marseille après la publication par Defferre des listes socialistes «homogènes». Le PCF a refusé de voter le budget primitif pour 77. Il est vrai que celui-ci prévoit une augmentation de près de 13% des impôts locaux, toujours gênants en période électorale.

LA DROITE PRÉPARE SES ARMES CONTRE LES NATIONALISATIONS

Le conseil constitutionnel se renouvelle par tiers tous les 3 ans, et c'est en 77 que doit intervenir un renouvellement. On sait déjà que le président de l'Assemblée Nationale a désigné son prédécesseur, Peretti, député maire de Neuilly, comme membre du conseil constitutionnel. Quelques mois avant des élections législatives qui risquent de voir la gauche accéder au gouvernement, la composition et les orientations politiques de cet organe de l'appareil d'Etat risquent d'avoir une certaine importance.

Le problème des nationalisations est aujourd'hui sur le devant de la scène, et la fraction de la bourgeoisie hostile à ces nationalisations prépare ses arguments. C'est ainsi que «Le Figaro» publie une étude sur les recours juridiques possibles pour s'y opposer. La constitution prévoit les nationa-

lisations, mais sous certaines conditions : la première est que les actionnaires dépossédés reçoivent une «juste indemnisation». On est en plein au cœur du débat entre PS et PC, mais le conseil constitutionnel peut rejeter une loi qui, à ses yeux, ne prévoirait pas une «juste indemnisation». Une autre loi constitutionnelle prévoit «l'égalité des citoyens devant les charges publiques» et donc le refus des «confiscations sélectives de certaines fortunes».

Dans la mesure où les nationalisations ne toucheraient que quelques entreprises, le conseil constitutionnel aurait là un autre moyen de s'y opposer. Sur 9 membres de ce conseil, au moins 7 se sont déclarés hostiles aux nationalisations, et légalement ils ne pourront être remplacés qu'à partir de

1980. La gauche ne peut avoir la majorité qu'en 1983 !

Autre recours possible : la convention européenne des droits de l'homme, ratifiée par la France en 74, prévoit en cas de nationalisation «une indemnisation prompte, adéquate et effective». Les «nationalisés» auraient donc la possibilité d'une longue bataille juridique devant les tribunaux français et européens. Les grandes déclarations de Mitterrand ou de Marchais sur la constitution de 58 qu'il ne faudrait pas modifier risquent d'en prendre un coup. La constitution de 58 correspondait aux intérêts de la bourgeoisie française à l'époque, tant du point de vue politique que du point de vue économique. Il s'agissait à l'époque de protéger les entreprises françaises, et de leur donner tous les moyens pour pratiquer la concurrence au niveau international, sans entrave aucune. La situation de l'impérialisme français s'est considérablement modifiée depuis, et les tenants des nationalisations devront en tenir compte dans leur attitude vis à vis de la constitution.

Le PCF au secours de la haute couture

Il n'y a pas que Concorde qui concourt au «rayonnement de la France dans le monde». Il y a aussi la haute-couture, et le PCF entend bien prendre la défense de «cette activité spécifique de création, qui contribue au prestige de Paris et de la France». Dans ce sens, les parlementaires PCF ont déposé un projet de loi, numéro 2 647, tendant à la sauvegarde de la haute-couture. Ce projet doit être discuté à la session de printemps. Que disent les attendus de cette proposition de loi ?

Qu'aujourd'hui, «la haute couture n'est pas dirigée par les hommes et les femmes qui ont fait le renom de telle ou telle maison, mais finalement par des banques et des sociétés multinationales». Le PCF regretterait-il le temps des Dior et autre Chanel ? Pourtant l'administrateur de la «société anonyme Jacques Esterel» n'est autre que Doumeng, milliardaire bien connu du PCF ! Cela n'empêche pas

les députés de ce parti de poursuivre leurs explications : «Il y a quelques années, il fallait soixante heures pour faire une robe, il en faut quarante aujourd'hui. Les modelistes eux-mêmes dont on exige qu'ils soient dans le ton du prêt-à-porter, ne peuvent aller au bout de leur recherche et de leur création». En réalité, la défense que fait le PCF de la haute-couture, celle qui intéresse quelques très grandes bourgeoisies à travers le monde, n'est pas une nostalgie du passé : c'est que cette «industrie» fait chaque année un chiffre d'affaire de 7 milliards, soit 15 % du chiffre d'affaire de l'industrie automobile. A prendre la défense des intérêts de la France, il faut aller jusqu'au bout.

Pour le PCF, tout ce qui peut permettre à la France d'avoir une bonne place sur le marché capitaliste mondial doit être sauvegardé et développé, même s'il s'agit de productions parasitaires et inutiles pour le peuple.

LES EMPÊCHEURS DE TURNER EN ROND

Les différents partis de gauche ont bien du mal à se mettre d'accord entre eux, et il faut que les GAM (Groupe d'Action Municipaux) s'en mêlent ! Ceux-ci regrettent «que le choix des futurs représentants de la gauche dans la commune soit fait dans les états-majors départementaux des partis et non dans les communes mêmes». En conséquence de quoi certains GAM ont bien l'intention, dans les villes de moins de 30 000 habitants, de présenter des listes au premier tour. Ainsi, à la division actuelle de la gauche dans nombre d'endroits vient s'en ajouter une autre, qui risque d'être importante et lourde de conséquence dans les villes moyennes où les GAM sont implantés.

LUTTES OUVRIÈRES

Usinor annonce 7 000 licenciements

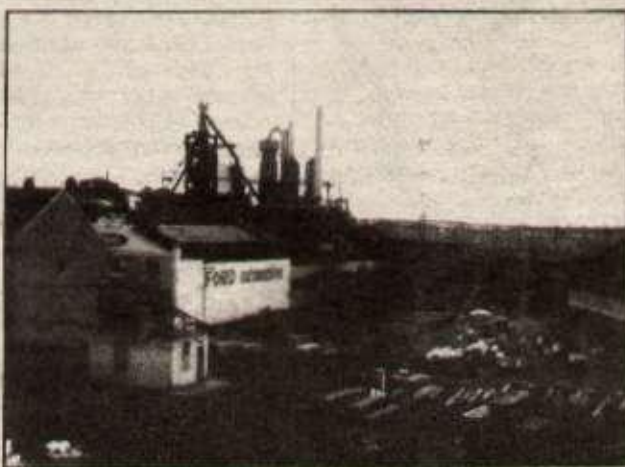
LES ORGANISATIONS SYNDICALES PRÉVOIENT UNE JOURNÉE D'ACTION

Il y a quelques semaines à peine, les trusts sidérurgiques lorrains, Usinor, Sol-lac-Sacilor, La Chiers faisaient connaître l'ampleur de la restructuration qu'ils avaient décidé et ce, chiffres à l'appui : 9 000 licenciements étaient envisagés. Usinor en décembre lui, parlait de mettre à la rue à moyen terme, 3 400 travailleurs.

Devant le comité central d'entreprise, le PDG de ce trust vient de faire savoir que c'est en fin de compte 7 000 travailleurs qui vont être licenciés ! Les principales usines touchées seraient celles de Thionville : dans un premier temps, l'aciérie serait stoppée pendant deux mois... et selon certains bruits persistants, ce serait la quasi-totalité des secteurs de cette entreprise qui fermenteraient très vite, excepté la fonderie. En clair, de 4 000 actuellement, les effectifs seraient ramenés à 500 !

Les autres usines touchées seront celles installées depuis longue date dans le Nord : Louvroil, Trith St Léger.

L'objectif d'Usinor semble



Usinor Thionville bientôt fermée ? Un projet qu'il faut stopper rapidement.

connu : regrouper une partie importante de la production dans le complexe de Dunkerque, complexe une fois rationalisé capable d'effectuer une production sensiblement égale à celle faite actuellement dans le Nord.

Que tel soit ses projets, ce qui se passe depuis plusieurs semaines à Longwy par exemple, le prouve : en effet, nombre de travailleurs de cette ville se voient actuellement proposés d'aller s'expatrier à Dunkerque. Ce n'est certes

pas un hasard ! Aucun, jusqu'à ce jour, n'a accepté ces propositions. A juste titre ! C'est en Lorraine que les sidérurgistes veulent travailler ! C'est pas un seul licenciement qu'il faut ! C'est ce qu'ils affirmeront avec force demain, où une journée d'action doit avoir lieu, encore une journée qui toutefois ne saurait, bien loin de là, être de taille à arrêter les plans des maîtres des forges. De cela aussi, on discute dans les ateliers, dans les foyers.

Imprimerie Mont Louis (Clermont Ferrand)

70 licenciements «annulés» en octobre 76, annoncés une seconde fois !

Les travailleurs de l'imprimerie Mont Louis, à Clermont Ferrand, sont au nombre de 450. A ce titre, c'est une des plus grosses entreprises de la région, excepté Michelin, cela va de soi. La direction vient de faire savoir que l'établissement ne compterait bientôt plus que 380 ouvriers, la différence, 70 travailleurs, seraient licenciés.

C'est à vrai dire en octobre de l'année dernière, que ces projets de licenciement avaient été annoncés pour la première fois. C'était l'époque où les travailleurs de l'imprimerie étaient en lutte (...) justement pour s'y opposer. Si la direction aujourd'hui peut se permettre de mettre son projet à bien, ce n'est pas un hasard. On se souvient, que lors de la lutte d'octobre, les éléments PCF de la section CGT faisaient reprendre le travail quelques heures après que les flics aient expulsé les travailleurs. A l'annonce des licenciements, les actions proposées jusqu'ici ont été un débrayage d'une demi-heure par service. Les travailleurs ne sauraient s'en contenter.



LE CAPITAL ASSASSINE ET MUTILE

DES CHANTIERS...

Le capital vient encore de mutiler, d'assassiner des travailleurs.

A Oyonnax déjà : deux employés occupés au parc de déchargement de l'entreprise de transport Laperrière étaient en train de manoeuvrer des wagons de marchandises. Un de ces deux employés, M. Kaya Kayisci, chargé plus particulièrement de les accrocher, glissait sur les rails et tombait au moment où deux wagons entraient en contact. La tête de ce travailleur fut prise entre deux tampons. Il est mort à 29 ans.

Un ouvrier peintre a lui aussi été envoyé à la mort sur un chantier du bâtiment dans la ville de Mourenx, dans les Pyrénées Atlantiques. Il travaillait sur la façade d'un immeuble en construction lorsque la plate forme sur laquelle il était, s'est décrochée. Cet ouvrier peintre s'est écrasé 15 mètres plus bas. Il a été tué. Son compagnon a été grièvement blessé.

...AUX TRAVAUX PRATIQUES À L'ÉCOLE

Le CET c'est déjà l'usine, en partie du moins : un jeune travailleur, âgé de 16 ans, élève au lycée technique de Cachan dans le Val de Marne, a eu le bras arraché par une machine outil sur laquelle il était occupé. Il s'agissait d'une séance de travaux pratiques.

LUTTES OUVRIÈRES

22^e Congrès CFDT Santé

l'heure est au bilan

Le Congrès Fédéral Santé-Sociaux CFDT clos, la Fédération se retrouve face à ses tâches, dotée d'une orientation qui lui dicte ses devoirs dans le développement des luttes dont on attend la concrétisation désormais. En ce sens, et parce que des moyens d'expression ont été adoptés statutairement pour les syndicats, les congressistes ont rapporté quelques acquis, non négligeables. Mais de retour de Pau, où se tenaient les travaux, des réglemets de comptes sont en cours !

Si l'on doit juger ce Congrès à la vue de ses résultats concrets pour le développement ultérieur de l'action des travailleurs de la Santé, force est de constater qu'il va bien au delà du 37^e Congrès confédéral : par exemple avec la définition d'une plate-forme de lutte contre le plan Barre (2 300 F mini, 300 F pour tous, 35 h et embauche immédiate, fin des discriminations catégorielles ou régionales : attribution des «heures supplémentaires payées non effectuées» etc) ; cette plate-forme étant proposée «pour l'unification des luttes du secteur public et nationalisé». Il n'est pas anodin

qu'une Fédération prenne aujourd'hui, en Congrès, l'engagement précis de «tout faire pour mettre en échec le plan Barre» !

Les luttes des femmes, importantes notamment dans ce secteur, ont eu également une place accrue dans l'orientation fédérale (y compris avec des moyens nouveaux tels que des «Commissions» au sein des structures syndicales). Cela s'est d'ailleurs traduit par l'entrée de 16 femmes au Conseil Fédéral (sur 44 membres) au lieu de 6 précédemment...

STRUCTURES
SYNDICALES :
UN BILAN
CONTROVERSÉ

La majorité de la direction fédérale sortante a voulu se rendre «homogène» à la faveur du Congrès, livrant aux attaques de l'opposition ultra-droitière (animée notamment par des syndicats de Bretagne) un des secrétaires fédéraux sortant et plusieurs membres du Conseil Fédéral (proches de la Ligue Trotskyste). Ces derniers ont fait de la sorte les frais du débat confus et orageux sur le «droit de tendances».

Ceci dit, le «refus de toute exclusive» adopté par le Congrès s'est concrétisé par l'élection au Conseil Fédéral de militants en désaccord avec l'orientation majoritaire et l'affirmation nette de la place des révolutionnaires dans l'Union des Forces Populaires (contrairement aux limites imposées par le Congrès Confédéral d'Anancy en 76). Du reste la

réaffirmation également de l'autonomie syndicale vis à vis de la stratégie et du pouvoir de l'Union de la Gauche et le refus des nationalisations avec indemnités sont des signes tangibles d'une orientation où les syndicalistes opposés au réformisme confédéral peuvent se retrouver (ou en tout cas continuer à mener un débat positif)...

Ainsi donc, selon qu'on s'en tient aux réglemets de comptes perpétrés dans le cadre du renouvellement de cadre du renouvellement de la direction fédérale ou qu'on considère, au delà, la ligne adoptée et les perspectives ouvertes de la sorte pour le syndicalisme de lutte de classe, le bilan est tout autre !

Le débat de structures restant entier, comme on l'a vu hier, l'important ne demeure-t-il pas, précisément, la prise en compte des aspirations des travailleurs amorcée par ce Congrès ?

Stéphane Raynal

SFAR (Orne)

Le PCF : «Nous ne sommes en rien dans cette grève» !

Le vendredi 11 février, les 190 ouvriers marocains de l'atelier d'ébarbage de la SFAR, à Randonnai, dans l'Orne, se mettaient spontanément en grève. Pour une raison simple : la direction venait de décider que désormais les salaires payés jusqu'ici à l'heure le seraient en fonction du rendement effectué. Pour les travailleurs, cela voulait dire bien sûr augmentation des cadences et baisse importante de leur salaire : ainsi, un ouvrier qui touchait 1 323 F de l'heure se serait retrouvé avec 1 190 F. Après plusieurs jours de lutte les travailleurs viennent d'obtenir en partie satisfaction.

En partie, car on ne peut pas dire que les éléments PCF majoritaires dans la section CGT les aient beaucoup soutenus. Voilà ce que vient de déclarer un de leur représentant. «Nous ne sommes pour rien dans le déclenchement de cette grève. La preuve en est que nous sommes au poste de travail même si la chaîne est bloquée (1). Par contre nous participons aux négocia-

tions pour aider ceux qui sont en grève dans leurs revendications et pour servir de médiateur car nous ne voulons pas couler la maison. Nous ne pouvons pas dire que nous soutenons la grève». En effet ! c'est plutôt le contraire !. Avec la lutte des 500 OS de Renault à Douvrin, qualifiés par les mêmes révisionnistes «d'irresponsables et d'aventuristes», les choses sont on ne peut plus claires : c'est au sabotage systématique des luttes que se livrent les révisionnistes et ce d'une manière de plus en plus nette au fur et à mesure qu'approchent les municipales. Il faut noter qu'au mois de juin 76 déjà, ces mêmes travailleurs marocains avaient lutté pour obtenir de meilleures conditions de logement. Cette fois-ci, la direction révisionniste dans le syndicat CGT s'était déjà préoccupée de les faire reprendre le travail au plus vite. Il est vrai que les travailleurs immigrés ne votent pas, comme il est vrai par contre que les petits patrons font après tout partie, selon le PCF, du peuple de France !

DBA (Beauvais)

700 travailleurs lock-outés
Les révisionnistes à l'offensive... pour les municipales

L'usine DBA Lockheed située à Beauvais compte environ 2 200 travailleurs. La direction vient de convoquer le comité d'entreprise. Au cours de la réunion de celui-ci, elle a annoncé que près de 800 travailleurs seraient désormais mis en chômage technique pour une durée indéterminée. Le motif ? La grève entreprise depuis plus de deux semaines par les travailleurs de l'entreprise Manil, dans les Ardennes. Cette grève paralyse la sortie de la fonte produite habituellement par cette usine, dont 60 % est vendue à Lockheed pour la fabrication de ses freins. La direction de Lockheed menace même en cas de continuation de la grève chez Manil, d'arrêter complètement le fonctionnement de ses installations.

Face à cela les organisations syndicales ont appelé l'ensemble des travailleurs à multiplier les débrayages en mettant en avant des revendications offensives : Non au chômage, cinquième semaine de congés payés, entendant de la sorte apporter un soutien actif aux travailleurs de Manil. Un soutien qui connaît toutefois certaines limites, la direction PCF de

la section CGT étant pour le moins réticente. Les conséquences : pour le moment ce n'est environ que 40 à 60 % des travailleurs qui sont en lutte. Il faut dire d'une manière générale que les échéances électorales approchent, et en particulier, celles de Beauvais, où la liste PC-PS est particulièrement à l'offensive espérant l'emporter ! Non au lock-out !

● LES ATELIERS DOIVENT RESTER OUVERTS !

Les travailleurs de l'entreprise Gugumus, au nombre de 120 à Nancy, sont en grève totale. Faisant depuis de nombreuses années, du matériel contre l'incendie, les travailleurs viennent d'apprendre que la direction envisagerait de fermer les ateliers. Les travailleurs, eux, envisagent de l'y empêcher en continuant la grève.

● BENETO (BETHUNE) : LES TRAVAILLEURS TROUVENT LES PORTES FERMÉES : ILS OCCUPENT !

C'est le 24 janvier que les travailleurs de l'entreprise Beneto (fabrication de bennes mécaniques), au nombre de 350, à Béthune, dans le Nord, déclarent d'arrêter tout travail. Ils entendaient ainsi et ils entendent toujours s'opposer à la menace de 90 licenciements annoncés par la direction. Ils entendent également obtenir la mise en place d'une prime annuelle, et stopper le non respect de la convention collective par la direction.

En fin de semaine, les travailleurs, en arrivant à l'usine ils n'occupaient pas les locaux trouvaient les portes fermées. Ils ont décidé alors de durcir leur mouvement en occupant.



Guémené (Penfao)

Un ouvrier boulanger privé de pain

Dans le village, la colère grandit !

Pour avoir fait le pain durant 21 ans, un ouvrier boulanger se retrouve sans travail et menacé d'expulsion lui et sa famille de 7 personnes.

Comment en est-on arrivé là ? J.P. est embauché en 1955 par M. Tardif (père) boulanger à Guémené Penfao (il loge chez son patron). Pendant 21 ans, Jean fera tout le pain nécessaire à la boulangerie (4 fournées par jour) et en plus il faut qu'il fasse les croissants (Tardif est également propriétaire d'un hôtel à Guémené : le Petit Joseph).

Durant la saison juin, juillet, août, (Guémené est une station verte) Jean se voit certains soirs dans l'obligation de commencer son travail à 21 h-22 h et de ne cesser celui-ci que 14 ou 15 heures plus tard, c'est à dire le lendemain midi !

Son bulletin de paie ne mentionne aucune qualification, aucune heure supplémentaire, seulement un fixe mensuel qui est en dessous du SMIC, en ne comptant que des heures normales... (Jean fait une moyenne de 60 à 70 heures par semaine). Aucune prime d'ancienneté ou autre n'est

accordée en 21 ans de travail.

En fin de saison, Jean est exténué et c'est ainsi qu'il fait une chute en quittant son travail. Jean pendant sa période d'arrêt omet de remettre à son employeur le certificat d'arrêt maladie et lorsqu'il se présente pour reprendre son activité, Tardif lui notifie qu'il n'a plus besoin de lui. On le somme de vider les lieux sous 8 jours. Un comité de soutien vient de se créer. Des actions sont en cours de réalisation.

(extraits APL Ouest).

En bref...

Le patron de l'entreprise Duarib, à Saint Philibert, dans la Loire Atlantique vient de faire connaître sa ferme intention de mettre à la porte 37 travailleurs, ceci après 52 autres qui ont eu lieu il y a quelques jours. A quand la prochaine fournée ? A ce rythme, il n'y aura bientôt plus personne. C'est ce que se sont dit les travailleurs qui envisagent d'engager la lutte.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

JOBERT «PESE-PEU» ET LA SÉCURITÉ SOCIALE

Michel Jobert, homme politique de peu de poids, a essayé de faire entendre raison de sa voix au milieu du concert municipal en proposant une réforme bien à lui de la Sécurité Sociale. Il s'agit d'un «système original visant à intéresser l'assuré à la gestion de la Sécurité Sociale». Il propose de transformer l'assuré en «gestionnaire de son compte». La Sécurité Sociale deviendrait une Banque Nationale de Sécurité qui compterait 12 succursales régionales. Chaque assuré aurait un compte et un carnet de chèques. Au crédit du compte la cotisation de son patron afférente à son salaire et sa propre cotisation. L'assuré réglerait ses dépenses de santé sur cette base, hormis le ticket modérateur. Il aurait le droit de dépasser son avoir mais seulement après accord du contrôle médical.

Pour intéresser l'assuré Jobert a trouvé une idée

«lumineuse»: «Au bout de deux ans, la somme qui resterait sur le compte reviendrait à l'assuré! Pour compléter l'ensemble, «pèse-peu» à tout prévu: les assurés en longue maladie auraient un carnet de chèques de couleur différente (pour éviter les fraudes). Pour donner l'exemple, Jobert explique «depuis 1945 je n'ai pas envoyé une seule feuille maladie à la Sécurité Sociale». Jobert serait donc riche avec son système. De même que tous les bourgeois qui sont si peu malades d'avoir si peu travaillé. Par contre ceux qui sont les plus malades, victimes de leurs conditions de travail, seraient vite à découvert, c'est-à-dire dans l'impossibilité de se soigner! Mais rassurons nous le projet Jobert est d'une telle grossièreté réactionnaire qu'il serait étonnant que le gouvernement ose le retenir. Une fois encore «pèse-peu» va faire un four...

P.P

Selon EDF

Les besoins français en uranium vont quadrupler d'ici 1985

Les centrales nucléaires d'EDF ont consommé en 1976, 2 000 tonnes d'uranium; si le programme des centrales nucléaires suit son cours (ce qui est remis fortement en question par le développement actuel des luttes anti-nucléaires), cette consommation atteindra 3 000 tonnes en 1977, 4 000 tonnes en 1978, 5 000 tonnes en 1980 et 8 000 tonnes en 1985. A cette date, il est prévu que 41 centrales seront en service.

Une petite partie de cet uranium doit provenir de mines françaises: 1 700 tonnes en 1977, 3 000 tonnes en 1985 selon EDF. De nouvelles mines vont être ouvertes dont certaines rencontrent déjà l'hostilité de la population (dans le Puy-de-Dôme, le comité anti-nucléaire de Clermont-Ferrand et le mouvement écologique clermontois ont protesté contre l'éventuelle délivrance de permis de recherche d'uranium dans trois communes du département); mais le gouvernement prévoit, comme actuellement, d'assurer l'essentiel de l'approvisionnement à partir de l'exploitation par le CEA de gisements situés dans des pays du Tiers-Monde, principalement africains. Ainsi au Niger, la mise en service de nouvelles mines devrait faire

passer la production totale d'uranium de ce pays de 1 500 tonnes actuellement à plus de 5 000 tonnes après 1980. Au Gabon, il est prévu d'atteindre 1 000 tonnes en 1978 et plus de 1 500 tonnes après 1981.

Mais là-aussi les luttes des peuples du Tiers-Monde pour le contrôle de leurs richesses rendent ces projets très aléatoires. C'est bien pour cela d'ailleurs que la bourgeoisie française est si pressée de construire, au mépris de la sécurité des populations, des centrales de type Superphénix, qui ont la particularité de produire davantage de combustible qu'elle n'en consomme (plutonium).

Elles arrivent !

La première cigogne s'est posée jeudi matin à 11 h 30 dans la petite commune d'Obermodern, qui possède l'un des dix derniers nids occupés d'Alsace. Depuis la fin de la guerre, le nombre des cigognes qui passent la belle saison chaque année en Alsace ne cesse de décroître, en raison notamment du drainage intensif de la plaine du Rhin et de la pollution de l'environnement. La population alsacienne est très attachée à la présence séculaire de ces oiseaux qui symbolise sa province: les nids des villages, même vides, sont soigneusement entretenus et une expérience de réimplantation a été entreprise.

LES CRIMES RACISTES RESTENT IMPUNIS !

Les crimes racistes continuent à bénéficier d'une impunité scandaleuse de la part de la justice bourgeoise.

A Marseille, un gérant de bar, Robert Merdy, 31 ans, coupable du meurtre d'un travailleur algérien et de blessures graves sur la personne d'un autre, a été condamné à cinq ans de prison avec sursis. Il est vrai qu'il était déjà libre depuis longtemps, la chambre d'accusation d'Aix-en-Provence l'ayant remis en liberté provisoire quelques mois à peine après son double crime.

Rappelons les faits: le 13 août 1973, à la cité d'urgence du Vallon des Tuves à Marseille, un jeune Algérien Mustapha Idjeri est blessé par un cyclomoteur conduit par Robert Sermonetti, 24 ans, qui semble-t-il, a foncé sur lui, délibérément.

Un attroupement se crée aussitôt: Mustapha proteste et d'autres Algériens viennent le soutenir. Sermonetti prend peur: il laisse son cyclomoteur et s'enfuit à pied. Contrairement, à ce qui sera affirmé par la suite, personne ne l'a frappé.

Le lendemain, Sermonetti, décide d'organiser avec des amis, dont Merdy, une expédition punitive. Ils partiront au moins à cinq voitures. Arrivé au Vallon des Tuves, tout le monde descend et se rend au logement de la famille Idjeri. La «ratonnade» commence: les Algériens présents sont bousculés et frappés. Mais ils ne tardent pas à se défendre. Mustapha Idjeri, l'un des trois frères Idjeri, bondit et se saisit d'une carabine 22 long rifle avec laquelle il contraint les agresseurs à redescendre. En bas, Robert Merdy attend: il est armé d'un revolver; quand Ahcène Idjeri se présente armé d'une bouteille, il l'abat sans hésiter; Ahcène mourra quelques instants plus tard. Mustapha qui arrive, tire un coup de carabine en l'air: il est à son tour abattu. Lui surviva à ses blessures.

Pour ces faits, Robert Merdy, qui a plaidé la légitime défense, n'aura subi en tout et pour tout que quelques mois de prison.

Autre verdict scandaleux, qui ne vient d'être connu que trois mois après, celui de non-lieu rendu dans l'affaire Malika Yézid.

Le 24 juin 1973, dans une cité de transit de Fresnes, la cité des Groux, deux gendarmes viennent pour arrêter un jeune Algérien de 14 ans, Idira Yézid. Sa sœur Malika, qui les a vus, se précipite pour avertir son frère: celui-ci réussit à s'enfuir. Furieux, les deux flics giflent Malika et l'entraînent dans une chambre où ils vont l'interroger pendant un quart d'heure.

A peine sortie de l'interrogatoire, Malika tombe à terre inanimée. Transportée seulement deux heures plus tard à l'hôpital et cela, à l'initiative de la famille (les flics étaient partis sans rien faire), elle y mourra le 28 juin.

Les parents porteront plainte pour violation de domicile (les flics n'avaient pas de mandat de perquisition) attentat à la liberté individuelle d'un citoyen par des fonctionnaires publics, coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort et non-assistance à personne en danger. Ils devront faire une collecte pour rassembler l'argent nécessaire afin de pouvoir se porter partie civile.

A partir de ce moment, tout va être fait par l'ap-

pareil judiciaire pour étouffer l'affaire.

Une première autopsie est ordonnée qui ne donne rien. Une contre-autopsie est aussitôt demandée. Les manœuvres vont alors se succéder: les RG vont venir expliquer aux Yézid que le Coran interdit la contre-autopsie; le préfet du Val-de-Marne déclare à la presse que c'est le père de Malika qui a giflé sa fille parce qu'elle avait traité les gendarmes de «sales flics» et l'avocat de la famille découvre à temps que le permis d'inhumation signé au nom du juge d'instruction (et qui empêche que la contre-autopsie ne soit pratiquée) est un faux.

On cherche manifestement à faire oublier l'affaire. Ce n'est qu'en juin 76 que les résultats de la seconde contre-autopsie demandée par les parents seront connus: ils seront tout aussi évasifs que les premiers. Entre temps le père de Malika est mort d'un cancer. Finalement, plus de trois ans et demi après l'affaire, le juge rendra son verdict: ce sera un non-lieu. Personne ne paiera pour la mort de la petite Malika.

INONDATIONS GRAVES DANS PLUSIEURS RÉGIONS

Les précipitations abondantes qui ont lieu sur plusieurs régions de France, ont entraîné des crues de rivières et multiplié les inondations. A Paris, la Seine continue de monter. Des égouts sont engorgés et des caves sont inondées. Les pompiers ont été sollicités à plusieurs reprises hier. Mais, dans plusieurs cas, leurs pompes n'ont pas suffi à absorber le débit des égouts. La passerelle des Arts a été fermée. Les chocs de bateaux l'avaient déjà rendu fragile et il était à craindre qu'elle résiste mal à la montée du fleuve. Les voies sur berge des deux côtés de la Seine ont été fermées à la circulation...

D'importantes chutes

d'eau se sont abattues sur la Bretagne. 44 litres d'eau par mètre carré et 20 à Rennes. L'état d'alerte a été décrété pour l'ensemble du bassin de la Vilaine. Les malades de l'hôpital de Vitry ont été évacués sur d'autres établissements. De nombreuses routes départementales et chemins ont été coupés par des inondations.

En Moselle, la situation n'est pas meilleure. Il pleut presque sans arrêt depuis début février. Au Nord de Metz, dans la région de Boulay, de nombreuses routes sont coupées et les 40

habitants du village de Loutremange sont isolés. La nationale 3 au niveau de Freistof a dû être déviée.

Les nombreuses personnes parties en vacances vont donc rencontrer beaucoup plus de pluie que de soleil d'autant que la météo indique la persistance d'un temps doux et humide sur l'ouest de l'Europe.

Si ces événements ne sont pas fréquents, ils sont tout de même prévisibles. L'absence à peu près totale de dispositif anti-crues sur les rivières qui y sont sujet-

tes est d'autant plus scandaleuse. Il suffirait en effet de construire quelques retenues en amont des villes menacées pour «éponger» facilement l'essentiel des crues. Ce système régulateur est relativement peu cher d'installation. Il aurait l'avantage, en cas de sécheresse, de constituer des réserves d'eau précieuses pour amortir les «à coups» du temps. Or, aujourd'hui, de la même façon que le pays a subi les effets de la sécheresse, il subit durement ceux des pluies diluviennes!



LES POTS DE VIN DE LA C.I.A.

LA C.I.A. ET LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE AMÉRICAINE

L'administration de Carter est en train de mener une enquête «intense et complète» sur toutes les interventions de la C.I.A. à l'étranger, a déclaré le porte-parole de la Maison Blanche, vendredi, tout en refusant de commenter les informations publiées dans la presse américaine selon lesquelles la C.I.A. aurait versé des indemnités à un grand nombre de chefs d'État.

Willy Brandt, le président du SPD allemand, Makarios, chef de l'État chypriote, le président vénézuélien ont vigoureusement démenti avoir reçu les versements évoqués. Le roi Hussein aurait reçu effectivement des sommes très importantes. Le rappel des versements effectués à Diem puis à Thieu, qui n'ont pu se hisser au pouvoir et s'y maintenir que là par l'action constante de la C.I.A., les versements effectués à Tchong Kai-chiek, Roberto Holden, chef du Front de Libération de l'Angola montrent qu'il s'agissait là d'une politique systématique de la C.I.A.

CARTER DOUBLÉ PAR LA PRESSE

L'enquête demandée par Carter ne serait pas, selon un haut fonctionnaire de la Maison Blanche cité par le «New York Times», destinée «seulement à voir ce qui est approprié. Il est également question de savoir si les opérations valaient l'argent qu'on leur consacrait».

Ainsi, les révélations du «New York Times» sont au cœur du problème de la C.I.A. qui agite l'administration américaine depuis le

début du scandale du Watergate, en 1972. C'est l'un des problèmes les plus importants que doit résoudre Carter.

Les «révélations» de la presse américaine ne semblent pas nécessairement lui faciliter la tâche. Les accusations mises en vedette sont, d'une part, les versements qui ont été effectués à Hussein au moment où Cyrus Vance se trouve au Proche-Orient, ce qui peut lui amener des difficultés et surtout, d'autre part, les versements qui auraient été effectués à Makarios pour permettre aux USA d'utiliser la base de Akrotiri pour le décollage d'avions espions U2, au moment où le représentant américain cherche à organiser le règlement sur Chypre sous égide américaine et enfin les versements effectués à Brandt au moment où des tiraillements se manifestent entre l'Allemagne et l'Amérique à propos de la livraison de centrales nucléaires au Brésil.

QUELLE SOLUTION POUR LA C.I.A.

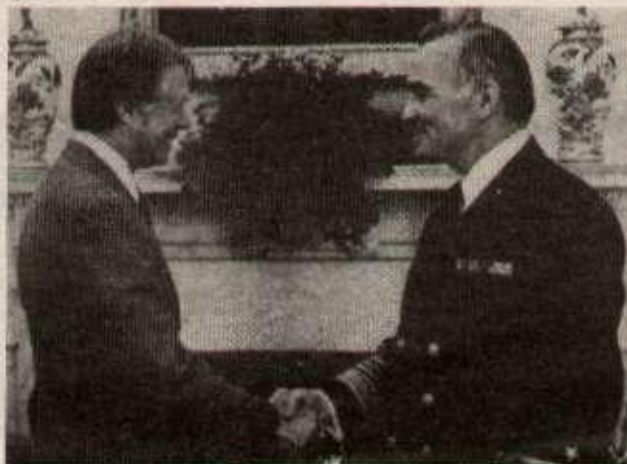
Carter est d'ailleurs assailli de toutes parts à propos de la C.I.A. Avant son investiture, il avait été mis en échec par le Congrès qui a rejeté la nomination de Sorrensen, parce que celui-

ci était susceptible de mener une politique considérée comme trop faible. Carter a fait taire les oppositions en nommant l'amiral Turner, comme chef de la C.I.A. Mais une offensive sournoise est lancée par les «libéraux» qui avaient accusé au début de l'affaire Watergate, en 1972, la C.I.A. d'intervenir aux USA : ils veulent déposer un projet de loi d'incompatibilité entre l'appartenance à l'armée et l'appartenance à la C.I.A. !

Il se pourrait que ce soit eux qui aient organisé les révélations justement lancées par le journaliste qui avait lancé l'affaire Watergate !

«Il y a des problèmes énormes. Des problèmes d'appréciation et des problèmes de direction. Mais je n'en vois par un seul qui soit insurmontable et qu'une personne prudente ne puisse prendre en mains», déclare le dernier chef de la C.I.A., Bush.

Ainsi, à travers les révélations qui montrent les USA intervenant partout dans le monde, se poursuit le profond débat de politique étrangère américaine, qui passe par une réforme de la C.I.A. sur les formes de laquelle aucun accord ne semble actuellement exister, ni dans, ni hors de l'administration.



Carter et Turner, le nouveau chef de la C.I.A., après le premier échec du nouveau président. La C.I.A. en est à son quatrième scandale qui ont montré que cette organisation était un ramassis de tueurs, de corrupteurs, par lesquels les USA s'efforçaient d'appliquer leur politique à l'étranger. L'affaire de la C.I.A. a éclaté avec le Watergate : il fut reproché alors à la C.I.A. d'intervenir aux USA mêmes. Puis il y eut une enquête du Congrès sur ses activités qui révéla que l'essentiel en était la préparation d'assassinats contre des chefs d'État, des leaders populaires censés gêner la politique américaine. Le troisième scandale fut celui des «erreurs d'appréciation» reprochées à la C.I.A. concernant les projets soviétiques. Il faut lancé à l'automne.

La mission de Vance : DES RÉSULTATS PEU CLAIRS

Vance est rentré hier à Washington après avoir visité Jérusalem, Le Caire, Beyrouth, Amman, Ryad et Damas. Les déclarations optimistes de façade sur l'avancée du plan américain ne donnent pas d'éléments précis sur l'accueil réellement réservé aux manœuvres impérialistes. Hussein a déclaré être favorable à une confédération jordano-palestiniennne, mais à condition qu'elle lui permette d'avoir le peuple palestinien sous sa coupe, c'est-à-dire qu'il exige une remise en cause de la résolution du sommet de Rabat de 1974, où les pays arabes avaient reconnu l'OLP comme seul représentant du peuple palestinien. Les dirigeants jordaniens auraient déclaré à Guiringaud, arrivé après Vance à Amman : «1977 ne sera pas l'année de la paix».

Après les entretiens de Vance avec Assad où celui-ci a mis en garde contre un trop grand optimisme au sujet d'un règlement négoc-

cié, le gouvernement syrien a réaffirmé ses positions par rapport à Israël : évacuation des territoires occupés, reconnaissance des droits nationaux du peuple palestinien. En fait, il semble bien que la mission de Vance ait été mise en difficulté par les révélations faites aux Etats-Unis sur les fonds versés à Hussein par la CIA, puisque la Jordanie était au centre de son projet de règlement. La reprise de la conférence de Genève n'est donc pas à l'ordre du jour.

Vance n'est pas le seul à proposer ses «bons services» pour intervenir dans les affaires des peuples arabes. Guiringaud le suit, sans plus de bonheur à ce qu'il paraît. Mais Sytenko, chef du département du Proche-Orient au Ministère des Affaires Etrangères soviétiques est également en tournée. Il a été reçu à Amman et Damas et a rencontré dimanche le président libanais Sarkis.

ESPAGNE : Le sommet de l'eurorévisionnisme réunion privée ?

La réunion privée prévue à Madrid au début de mars de Marchais, Berlinguer et Carrillo, connue sous le nom de sommet de l'«eurocommunisme» a été autorisée par le gouvernement de Suarez, mais en tant que «réunion privée». Cette décision est caractéristique de la politique de demi-mesures actuelle du gouvernement espagnol à l'égard du PCE... Mais le parti révisionniste espagnol a déposé une demande d'autorisation pour une réunion publique.

D'autre part, bien qu'il ne soit pas encore légalisé, le PCE a déposé une première liste de candidats en Andalousie ; dans cette liste, figure Carrillo lui-même.

LIBAN : LA SYRIE ARRÊTE DES OFFICIERS DE L'ARMÉE ARABE DU LIBAN

Trois officiers supérieurs, dont le chef d'état-major de l'armée arabe du Liban (fraction de l'armée qui avait rallié les forces patriotiques), Youssef Mansour ont été arrêtés au Liban et incarcérés à Damas. Ils se trouvaient au Sud-Liban où les affronte-

ments continuent entre les forces patriotiques et les fascistes soutenus par les sionistes. Le fondateur de l'armée arabe du Liban, El Khatib, se trouve toujours en prison en Syrie, depuis son arrestation le mois dernier.

Procès de Casablanca

Pour le soutien aux prisonniers politiques LIBERTÉ POUR TOUS

Au cours d'une conférence de presse, les avocats des prisonniers de Casablanca ont décrit les phases du procès des 137 militants marxistes-léninistes. «Ce procès est dans une certaine mesure un échec pour le pouvoir» a notamment déclaré Maître Leclerc. «Bien que les peines soient extrêmement lourdes, le roi n'est pas parvenu à ce qu'il voulait. Depuis le début il voulait briser les militants marxistes-léninistes et donner une façade «démocratique» à une sanction. Les accusés n'ont pas joué le jeu. Malgré -et peut être à cause de leur détention et des tortures, ils sont restés unis, jusqu'au bout. Ils ont dénoncé le procès, qui est apparu pour ce qu'il était, une parodie. Le pouvoir n'a même pas pu lui donner une apparence de forme juridique». De fait les violations de la plus élémentaire application de la procédure marocaine sont innombrables, sans compter les tortures, la mort (assassinat d'Abdellatif Zeroual, les emprisonnements de membres des familles, les pressions sur les avocats qui osaient assurer la défense comme le voulaient les accusés.

Mais aujourd'hui cinq d'entre eux sont condamnés à vie, plus de 2 000 années en prison ont été infligées à 132 autres. Les familles des prisonniers sont ainsi souvent privées des ressources qui leur permettaient de vivre. De plus chaque prisonnier a besoin d'argent pour s'acheter à manger, pour que sa famille lui envoie les colis condition de sa survie, pour qu'elle lui envoie des livres, pour qu'elle puisse même payer les transports nécessités par les visites.

Les comités de lutte contre la répression au Maroc demandent à tous ceux qui le peuvent de verser sur le compte spécialement ouvert pour le soutien aux prisonniers politiques au Maroc et à leurs familles.

CCP Maître Philippe Guibard
La Source 35 211 58 L

Les comités de lutte invitent également tous ceux qui veulent correspondre avec des prisonniers politiques au Maroc de se faire connaître en écrivant aux comités de lutte contre la répression au Maroc, Guerville 78 930. Des listes de prisonniers leur seront transmises. Enfin une campagne pour la libération de tous les prisonniers politiques au Maroc et pour l'amnistie va être lancée. Les comités de lutte contre la répression au Maroc ont reçu à ce jour six mille signatures sur leur pétition. Des dizaines arrivent encore chaque jour, notamment à la fin de la semaine dernière de Pékin et de Syrie.

Front POLISARIO : nouveaux coups aux troupes d'occupation

Le Front Polisario a publié la semaine dernière un communiqué faisant état de nouvelles opérations victorieuses : «Les troupes d'occupation ennemies, attaquées au plus profond de leurs territoires et désormais certaines que leurs arrières ne sont plus protégés, se retrouvent dans une situation que les combattants de l'ALPS s'emploient avec succès à rendre de plus en plus intenable».

C'est ainsi que l'Armée de Libération a attaqué un poste de l'armée marocaine au Sud de Bou-Craa le 12 février, tandis que d'autres groupes tendaient des embuscades dans la région de Farsia et la région de Smara. Plusieurs dizaines de soldats des troupes d'occupation ont été tués, des engins blindés et des véhicules ont été détruits.

Conseil des ministres de l'Organisation de l'Unité Africaine

La 28^e session ministérielle de l'Organisation de l'Unité Africaine s'est ouverte hier à Lomé. En dehors des problèmes économiques et généraux de l'Afrique, la question du Sahara Occidental et celle de l'Afrique Australe seront à l'ordre du jour. Une délégation du Front POLISARIO est présente à Lomé, mais la question du Sahara sera l'objet d'un sommet de l'O.U.A. en avril.

Au sujet de l'Afrique Australe, le conseil des ministres évoquera probablement la création d'une force africaine de défense. Chissano, ministre des Affaires Etrangères du Mozambique, qui dirige la délégation mozambicaine a déclaré : «Le problème du Zimbabwe relève de toute l'Afrique Australe... Il existe une situation très délicate dans notre région, une situation de lutte et de révolution qui mérite une confrontation d'idées et d'opinions.»

INTERNATIONAL

La chine socialiste en marche

La fête du printemps

Vendredi dernier, c'était la fête du printemps, le Nouvel An chinois. A cette occasion, les familles se réunissent pour le réveillon. C'est une période où l'on fait beaucoup de cadeaux et où on fait des achats exceptionnels. L'activité des commerces et des marchés cette année reflète les progrès accomplis par l'économie de la Chine socialiste, les efforts supplémentaires faits par les travailleurs du commerce pour satisfaire les besoins des masses. La fête du printemps reflète aussi la joie du peuple chinois, fier d'avoir remporté de grandes victoires dans la lutte contre la nature et contre la bande des quatre.

SUR LES MARCHÉS

Les marchés urbains et ruraux regorgent de marchandises de toutes sortes. Les travailleurs du commerce ont fourni plus de produits alimentaires que l'année dernière. On trouve à volonté viande, volailles, poissons, crevettes, œufs, friandises et pâtisseries, cigarettes, vins et légumes. Les produits de consommation habituellement achetés à cette époque sont également nombreux : tissus de laine, soieries, transistors, montres, vêtements. Pour satisfaire les besoins des masses au moment de la fête du printemps, les travailleurs des industries légères se sont mobilisés pour augmenter la production, ceux du commerce pour faire les achats nécessaires.

Sur le marché aux légumes de Pékin, on trouve une soixantaine d'espèces de légumes frais (pousses de bambou, concombres, choux, tomates, navets, etc.) du porc, des volailles et des poissons en abondance.

MOUVEMENT POUR L'HYGIÈNE A L'OCCASION DE LA FÊTE DU PRINTEMPS

Les habitants de Pékin, Changhaï et Tientsin ont déclenché un mouvement pour l'hygiène à l'occasion de la fête du printemps. Les ouvriers et les employés de la gare de Pékin, pourtant très occupés car les voyageurs sont très nombreux, ont nettoyé l'intérieur et l'extérieur de la gare. Dans de nombreuses rues, le comité de parti du quartier a organisé les habitants pour nettoyer à fond les rues et faire la grande toilette de chaque foyer.

A Changhaï, les travailleurs de 270 magasins de la rue de Houahai se sont organisés pour laver à grande eau la rue, nettoyer les murs et décorer les vitrines. Les soldats de l'armée populaire, les pompiers, les étudiants et les enseignants ont participé à cette campagne de propreté pour enlever les ordures ménagères et débayer la neige.

A Tangchan :

La ville de Tangchan, qui avait été durement frappée est en pleine animation, comme le reste du pays, pour la fête du printemps. Il y a maintenant 1 800 000 habitations provisoires qui protègent les habitants du vent, de la pluie et du froid. Les orphelins et les vieux qui ont perdu leur famille sont pris en charge par l'État.

Les habitations sont ornées de lampions et d'enseignes, les magasins sont bien achalandés, partout est affiché le mot d'ordre «Reconstruisons le nouveau Tangchan». Les travailleurs des industries et du commerce ont repris la production et l'ont accélérée pour la fête. Les organismes du commerce de Pékin, Changhaï, Tientsin, ont envoyé spécialement des légumes, des vêtements et des objets de consommation courante à Tangchan. Dans le grand magasin nouvellement construit, on trouve 5 000 variétés de marchandises qui sont vendues au même prix qu'avant le séisme. Les troupes de danse et de théâtre ont également repris leurs activités.

En Mongolie intérieure :

Avant la fête, les bergers de Mongolie intérieure sont venus chercher des provisions dans les magasins. Ils rapportent chez eux du vin, du tabac, du sucre, du thé, des gâteaux et des vêtements qu'ils chargent sur des voitures tirées par des bœufs ou sur des chameaux.

La quantité de marchandises a doublé depuis l'année dernière. La variété des marchandises s'est également améliorée : 4 100 sortes de produits sont proposées, parmi lesquelles 600 sortes de type national mongol.

NÉGOCIATIONS URSS-CEE SUR LA PÊCHE

UN ACCORD POUR UN MOIS SEULEMENT

Une première phase des négociations de l'URSS avec la CEE s'est achevée la semaine dernière. Les deux parties sont parvenues à un accord valable jusqu'au 31 mars seulement. Alors que la Communauté Economique Européenne ne voulait admettre que 27 chalutiers soviétiques dans la zone économique des 200 milles

marins, l'URSS a réussi à obtenir des licences pour 42 bateaux. Il est vrai qu'en fonction des tonnages fournis par la délégation russe, ces chalutiers ne devraient pas avoir une capacité de pêche, mais on sait que les moyens de contrôle des mers des pays européens sont insuffisants. De même, on se demande comment il

sera possible de vérifier que les chalutiers soviétiques respectent le quota de 38 500 tonnes qui leur est fixé. Leurs méthodes de pillage effréné ont jusqu'ici été telles qu'on ne voit pas pourquoi les Russes auraient changé de conduite.

Pour l'avenir, les négociations vont reprendre le 28



Un navire russe équipé de dispositifs d'espionnage dans un port allemand.

États Unis : des recherches océanographiques pour piller les océans

Des scientifiques américains font actuellement des recherches océanographiques dans le Pacifique, dans la fosse des Galapagos, au large de l'Amérique Latine. Cette fosse se caractérise par des éruptions volcaniques et des géysers d'eau chaude. C'est le fond de ces fosses sous-marines qui doit receler les dépôts les plus riches de métaux (cuivre, or, argent, métaux rares). Les Américains opèrent bien loin de leur zone de 200 milles. S'ils ont repris à leur compte l'instauration de cette zone, ils ont, à la Conférence du Droit de la Mer, saboté tout accord sur le partage de l'exploitation de la haute mer. Aujourd'hui, ils commencent les recherches, demain ce sera le pillage.

février, et le problème reste entier, car si l'URSS a fait des concessions en apparence, ce qui leur permet de continuer à opérer dans les eaux européennes légalement, rien n'indique quelles seront leurs exigences pour un accord à plus long terme. Bien sûr, la déclaration commune fait état d'un accord sur les principes issus de la dernière session de la Conférence sur le droit des mers. Mais il faut savoir comment le social-impérialisme interprète ces principes : selon lui, pour ne pas « gaspiller le patrimoine de l'humanité », il doit pouvoir pêcher ce que les pays riverains n'ont pas les moyens d'attraper.

IRLANDE :

La peur d'un pouvoir

Commencées la semaine dernière, les révélations de l'«Irish Times» sur la torture pratiquée couramment contre les patriotes arrêtés et détenus en fonction du «Special Emergency Power Act» (mis en place en octobre 76 et qui étend les pouvoirs de police, de l'armée et la durée de garde à vue portée de deux à sept jours), se seront poursuivies par la publication d'autres témoignages de torture et les réactions des divers groupes politiques irlandais. Il est à noter que dès le 10 février, le bulletin du N° 68 du Service d'Information Républicain Irlandais publiait les mêmes témoignages et aucun crédit ne lui fut accordé...

Tout le monde, y compris M. Cooney, ministre de la justice est obligé de reconnaître qu'il y a eu des abus et qu'une enquête serait menée. Le 2 septembre, il déclarait au Parlement que «arrêter deux fois la même personne en vertu du Special Emergency Powers Act, serait un abus de cette loi». Pourtant, il devait bien être au courant des activités

du fameux «Bureau C 4» et du «Gang des durs» qui se «promène» un peu partout en Eire pour torturer les patriotes. Mais peu importe la loi pour ces messieurs qui la font, ainsi William Hoyer fut arrêté le 19 octobre sous l'article 2 de l'Acte. Relâché le 26 du mois, il fut réarrêté le 5 novembre pour être relâché et réarrêté de nouveau quelques jours plus

tard. Chaque arrestation entraînant sept jours de détention, c'est-à-dire sept jours de tortures... Une femme enceinte a eu la «surprise» un matin de voir les policiers l'enlever de chez elle et commencer à la battre, alors qu'elle n'avait rien fait et, elle fut relâchée au bout de la garde à vue, sans aucune inculpation.

Toutes ces attaques sont dirigées contre des personnes militant dans le mouvement républicain : Sinn Féin Provisoire et Parti Socialiste Républicain Irlandais. Souvent, on les accuse d'être membre de l'IRA. De plus, lorsqu'ils sont détenus, il leur est impossible de voir un avocat ou un docteur alors que c'est un droit.

Le juge Hamilton, président de la Cour Criminelle Spéciale a fait, à la suite de

• BELGIQUE : LES CHÔMEURS N'ONT PAS LE DROIT DE BOIRE UN COUP

En France, il y a déjà des enquêteurs chargés de surveiller les chômeurs. En Belgique, ont fait beaucoup mieux : les flics, ont le droit de faire des contrôles d'identité dans les cafés et de dresser un procès-verbal aux chômeurs. En effet, un arrêté royal de décembre 1963 stipule qu'on peut se voir supprimer l'allocation de chômage pour «avoir une conduite notoire par le fait de se trouver dans un café, de s'adonner à la boisson ou au jeu».

• GRANDE-BRETAGNE : HAUSSE DES PRIX RECORD

En janvier, les prix du détail ont augmenté de 2,6% en Grande-Bretagne. Il s'agit de la plus forte hausse depuis deux ans. Le taux annuel de l'inflation atteint 16,6%, alors que le gouvernement avait promis de le faire baisser en dessous de 10%. Cette nouvelle arrive au moment où le gouvernement veut reconduire avec les syndicats les conventions qui limitent les salaires. Ces conventions portaient de la même logique que le plan Barre : le blocage des salaires devait amener la stabilisation des prix. Comme il n'en est rien, les directions syndicales risquent de devoir remettre en cause sur ce point leur politique de collaboration de classes.

• PORTUGAL : SOARES EN ITALIE

Au cours de sa tournée en Europe destinée à promouvoir l'adhésion du Portugal à la Communauté Economique Européenne, le premier ministre Soares a rencontré en Italie Berlinguer, dirigeant du PCI. Il a également été reçu en audience privée par le pape.

son témoignage, relâcher un homme de Tipperary qui avait été arrêté illégalement et torturé. D'autres libérations sont en cours et... Edmund P. Garvey, chef de la police, a osé déclarer qu'il ne pouvait être possible que la police enfreigne les lois, car elle en a déjà pour la servir dans son travail ! Il est vrai que depuis son existence, les différents gouvernements de la République n'auront pas chômé dans la répression contre les patriotes, allant de l'Acte d'Offense contre l'Etat jusqu'à la proclamation de l'état d'urgence, en passant par les tribunaux militaires et l'assassinat ou l'emprisonnement des centaines de patriotes. Par contre, très peu de friction et beaucoup de collaboration avec l'impérialisme britannique !

TÉMOIGNAGE

SEVESO

Un responsable ouvrier du «conseil de fabrique» de l'ICMESA témoigne :

LA POPULATION FACE A L'ARMÉE

Au moment où le drame de Seveso revient à la «une» de l'actualité, où les spéculations et les interprétations les plus diverses courent à ce sujet, nous avons voulu rechercher la vérité et l'analyser de plus près avec des acteurs du drame : les ouvriers de l'ICMESA.

Voici en avant première, l'interview exclusive d'un responsable ouvrier du conseil de fabrique de l'ICMESA, réalisée quelques jours avant la venue à Paris d'une délégation ouvrière de l'ICMESA (à l'occasion des Assises contre la pollution industrielle, organisé par le CLISACT, le week-end prochain à Paris). La détermination, la volonté de lutte de la population de Seveso qui se dégage par ses paroles, ne manquera pas de frapper notre attention. Voilà qui permet de mieux mesurer l'écart qui existe entre le tableau défaitiste d'une population «écrasée» qu'a peint la grande presse et la réalité.

Quotidien du Peuple : Quelle est la situation à Seveso ?

La situation est très grave. Des symptômes de chloracné commencent à se manifester. Il y a plus de 350 cas ces jours. Presque toutes les écoles ont été fermées sous la pression des parents et de la population. Parmi les divers magasins de la zone qui vendent de la nourriture, beaucoup ont été fermés à cause de la contamination par la dioxine.

Par contre, du côté des autorités, on veut réprimer en envoyant les forces de l'ordre qui doivent contrôler la zone. La zone doit être militarisée entièrement. Ils expliquent cela en accusant la population de se trouver dans la zone contaminée. En fait ceux qui diffusent la dioxine sont en réalité les carabinieri qui entrent et sortent sans cesse de la zone contaminée !

D'autre part, les autorités ont organisé la désinfection des maisons. Ceci est absurde car ils désinfectent les maisons avec des détergents ordinaires comme ceux que les ménagères utilisent pour nettoyer les vitres ! Les jours ont prouvé que la zone de contamination est plus vaste que ce que l'on avait dit auparavant.

QdP : Y a-t-il eu de nouveaux cas de cancers du foie d'enregistrés ?

Il y a deux mois, un ouvrier est mort d'un cancer du foie. Cela rentre dans les accusations portées contre le gouvernement italien qui n'a engagé aucune enquête, aucune autopsie sur ce travailleur. Il a été enterré comme une mort naturelle.

Ces derniers jours, la mère des deux enfants les plus touchés par le chloracné est morte aussi d'un cancer au foie. Et il

munies traversées par cette route.

QdP : Quelle est la réaction des autorités, du gouvernement dans la presse... ?

Les forces de l'ordre doivent arriver ce matin normalement. Toute la zone sera envahie par les forces de l'ordre. Le but est en réalité de réprimer l'organisation populaire. Ils disent qu'ils doivent militariser la zone car la population ne respecte pas les normes données par les autorités. Ceci est faux car à l'intérieur de ces zones les autorités donnent des autorisations à ceux qui veulent entrer dans la zone contaminée et ces zones, n'ont pas été encore entourées de barbelés. Donc nous disons nous, que le but n'est pas celui-là, mais c'est en réalité de stopper les luttes engagées par la population.

QdP : Quel jeu joue Laroche ?

Laroche essaie par tous les moyens d'éviter le procès. Elle a créé un bureau pour rembourser les dommages. Elle veut payer tout de suite les dommages qu'elle a causés. Nous pensons que Laroche a peur, ne veut pas qu'il y ait un scandale. Elle veut que ces problèmes restent à un niveau individuel (victime-Laroche). Elle a peur que lors d'un procès devant un magistrat, sa responsabilité risque d'être aggravée par d'autres choses. (d'autres faits).

QdP : Quelle est la réaction de la population par rapport aux autorités ?

Il y a eu une riposte très vive de la population. Il s'est tenu une grande assemblée où la population a déclaré qu'elle ne permettrait pas aux forces de l'ordre de pénétrer à Seveso. Elle a mis aussi en accusation les véritables responsables de Laroche et de la région de Lombardie, particulièrement le président de la région et l'assesseur à la santé.

QdP : Quelles actions ont eu des médecins progressistes ?

Ils ont réalisé une série d'enquêtes, mais s'il n'y a pas de permis pour faire une autopsie, on ne peut toucher au mort. Tout est dans les mains du juge qui suit les responsabilités de ce désastre. C'est lui qui délivre le permis d'autopsie et qui dirige l'enquête. Des médecins démocrates se sont organisés pour étudier les effets de la dioxine particulièrement. Ils se sont mis à la disposition de la population.

QdP : Les ouvriers sont-ils toujours au chômage ?

Nous sommes payés en attendant que l'on trouve un autre travail. Ces derniers jours, il y a eu un accord pour que dans 3 mois nous ayons tous du travail.

QdP : Quelle est la position du PCI ?

Par rapport au PCI, on doit dire que déjà les premiers jours, ils ont



Mme Tarchetto Seno, 56 ans, au centre de la photo, est morte d'un cancer au foie. C'était la grand-mère de Stéphanie et Alice, les deux enfants contaminés qui avaient été les plus contaminés par la dioxine.

tenu un discours de compromis historique. Etant donné la période de crise en Italie, la politique du PCI n'a jamais consisté à élaborer une riposte politique populaire. Il s'est toujours subordonné aux choix politiques de la Démocratie Chrétienne.

Déjà les premiers jours le PCI disait de ne pas s'alarmer, de collaborer avec les autorités. Nous disons que ces positions sont un recul, une subordination à la politique de la DC.

Nous accusons le PCI et les syndicats qui ne se sont pas emparés de la situation créée avec l'ICMESA pour relancer la bataille pour la protection de la santé dans toutes les usines italiennes, et particulièrement à Priollo, ACNA de Cesano, et Montedison de Porto Marghera.

Mais encore aujourd'hui rien n'a été fait de qualité dans ces usines. Les syndicalistes ont fait seulement des discours. Les luttes ne se sont pas développées. La politique entre les syndicats et les partis politiques en ce moment est de soutenir le gouvernement car il y a un déficit, une crise. Donc répression des luttes. S'il y a des luttes en ce moment, elles feront tomber le gouvernement. Il y a de nombreuses contradictions avec les travailleurs, qui commencent à lutter, à se donner des forces autonomes, en dehors des syndicats, (débrayages, discussions). Lundi à Cesano il y a eu une manifestation de tous les travailleurs de la zone où nous avons réussi à faire participer les syndicats, sur l'ambiance et sur la lutte de l'ICMESA.

QdP : Quelles sont les répercussions de Seveso sur la crise politique en Italie ?

D'abord le gouvernement italien guidé par Andreotti tente une série de mesures qui touchent les travailleurs. Il y a déjà des milliers de réponses de la part des ouvriers qui

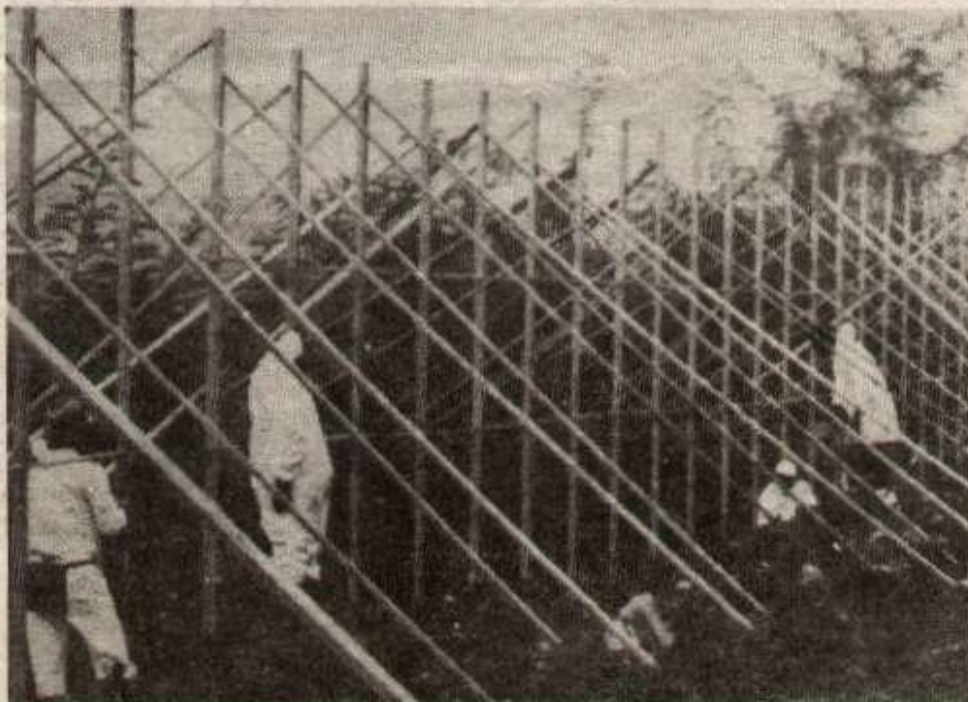
sont entrés en lutte, de façon autonome, sans indication précise de la part des syndicats italiens.

C'est un fait positif, cela en tenant compte que les dirigeants syndicaux sont arrivés à signer une série d'accords d'immobilisme. C'est à dire que jusqu'en '78, il n'y a pas de décision d'engager des luttes sur des revendications salariales (pas plus de 5 000 lire par an). Un autre fait est qu'avec la complicité du PCI aussi en ce moment, il est demandé d'être calmes, de ne pas faire d'agitation sociale, de luttes dans les usines parce que si le gouvernement Andreotti tombe, il y aura un Pinochet prêt à intervenir. Il peut y avoir un coup d'Etat. Et c'est une théorie pour faire peur au mouvement italien, pour qu'il ne s'oppose pas à ces mesures qui le frappent.

QdP : Quelles sont les perspectives de la lutte ?

D'abord il y a un travail de quartier qui s'organise. Il s'organise autour de demandes précises d'évacuation de toutes les substances contaminées (pour qu'elles soient désinfectées dans les jours qui viennent). Nous ferons une série d'occupations, de mobilisations en Lombardie. Nous avons demandé la fermeture d'une route qui est certainement contaminée. Nous nous sommes organisés avec des médecins démocrates afin que toute la population soit mise sous contrôle sanitaire. Demain soir il y a une autre assemblée pour faire le point de la situation et pour décider quelles formes de lutte adopter.

Le Comité Technique Scientifique et Populaire, où nous participons étant que Conseil d'usine s'est créé à notre initiative. C'est l'unique instrument de la lutte. Les médecins, la population y participent ; nous développons et nous décidons les luttes à engager.



Une clôture symbolique autour de la zone contaminée. La dioxine, elle, est déjà loin de là...

Devenez

«**ABONNÉ**»

AM
DERNIER MOIS

**quotidien
du Peuple**

LA CARTE D'ABONNÉ-AMI
DU QUOTIDIEN DU PEUPLE
VOUS DONNE DROIT :

• A un abonnement au choix à :

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine en construction

• Et à un livre ou un disque au choix :

PARMI LES LIVRES

- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
- La réception des parutions du «Grand Livre Rouge du Marxisme Léninisme», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme léninisme
- «Révolution et contre-révolution en Argentine» de Gêze et Labrousse
- «La Chine de Mao» par Roger Pic
- Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise, de Michel Métals
- L'Antidühring d'Engels
- Les cahiers philosophiques de Lénine

PARMI LES DISQUES

- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- Un disque de François Tusques (Ça branle dans la manche)
- Dansons avec les travailleurs immigrés
- Un disque de Gëze Servat (L'Hirondelle ou le Pouvoir des mots)
- Les chants de la Résistance Palestinienne
- Un disque de Carlos Andréou (un peuple en lutte : Espagne)

• Et à la brochure «Programme et Statuts issus du 2^e Congrès du PCRml»

• Sur présentation de la carte

RÉDUCTION

de 10% sur plusieurs librairies dont :

- La librairie populaire (rue Dugesclin) à Lyon
- «Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
- La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
- «Mimesis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux
- «Librairie 71», 24 rue J. Jaurès à Nantes
- «L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen
- Librairie «Tschann», 84 bd du Montparnasse à Paris
- «Graffiti», 210, rue J. Jaurès à Brest
- Librairie «Lire», 16 rue Sainte à Marseille
- «Jean Rome», 1 rue des Gras à Clermont-Ferrand
- Librairie Giraudon, 20 rue de Kerampont à Lannion.
- Librairie «Le Temps des Cerises» à Nice.

de 15% à la librairie «Le Grand Jeu», 20 rue Colbert à Reims

de 33% sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7 rue de l'École Polytechnique - Paris 5^e

Cinémas (tarif étudiant tous les jours)

- «La Clef», 21 rue de la Clef, Paris 5^e
- «Olympica», 10 rue Boyer
- «Entrepôts», 7 rue Pressensé
- «Seine Cinéma», 10 rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

ENTRÉE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

Inscription prioritaire pour le voyage en Albanie qu'organise l'été prochain «Le Quotidien du Peuple».

- Abonnement normal 300 F
- Abonnement de soutien .. 500 F
- Abonnement de soutien F

Mode de versement :

- En une fois
- En trois fois (échelonné sur trois mois)

NOM (en capitales)

Prénom

Adresse

Ville

DANS NOTRE COURRIER

JUQUIN A L'INSTITUT DE SCIENCES POLITIQUES

NON AU LÉNINISME L'AUTOGESTION ? POURQUOI PAS ?

Camarades,

Juquin est venu mercredi 16 février apporter sa bonne parole sur le thème «Socialisme et liberté», malgré la présence de quelques nazillons dans le fond de la salle, à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris (Sciences po...). Cela a permis de confirmer, par ses salades anti-marxistes, la dégénérescence du P«C»F.

Il a tout d'abord attaqué le principe du Parti unique, comme présentant des risques «d'abus de pouvoir». A la question «considérez-vous le léninisme comme néfaste et dangereux?», Juquin répondit que «l'Etat et la Révolution» n'était plus valable, que le P«C»F renonçait au léninisme, et ce de façon tout à fait claire. Il nous servit ensuite un petit cours de son cru sur le marxisme.

Ainsi la «Dictature du Proletariat» n'était pas une donnée fondamentale du marxisme, par contre «l'auto-gestion» en ferait partie!

Aux critiques fusant de la salle, cet individu répondit qu'il n'avait de leçons de marxisme à recevoir de personne...

Il nous apprit aussi que l'union de la gauche, c'était le mouvement ouvrier (les gaullistes Charbonnel et Léo Hamon en font donc partie probablement), mais que le P«C»F lui, était le parti de la classe ouvrière.

Enfoncé comme il était dans son borbier idéologique, il éluda nerveusement et mal à l'aise («Vous cherchez la polémique?») la question «quelle différence faites-vous entre partis du mouvement ouvrier et parti de la classe ouvrière?».

dans la trahison de classe; sa mauvaise prestation, ses méthodes de politicien bourgeois, et surtout ses déclarations «théoriques» ahurissantes et scandaleuses montrent que le peuple n'a rien à attendre de l'arrivée de la «gauche» au pouvoir.

Elles montrent aussi les contradictions PC-PS, sans cesse présentes dans ses déclarations, et qui le faisaient assimiler tous ceux qui lui posaient des questions gênantes à des «Etudiants socialistes».

Enfin un dernier fait: Juquin veut «éduquer le peuple» dans l'apprentissage des libertés. Voilà bien comment les bonzes révisionnistes envisagent les rapports avec les masses populaires. Ne rien apprendre du peuple mais «l'éduquer», le dominer...

Salutations communistes

Ainsi Juquin va encore plus loin que Ellenstein

Un communiste M.L. de Sciences Po.

Assises contre la pollution industrielle et les maladies professionnelles



26 et 27 février, 6, rue Albert Delaparent, Paris 7^{ème} (Centre de Conférences) ouvertes à tous.

SIX GRANDS FORUMS :

- Le cancer et l'environnement
- Alimentation et pollution
- Nuisances industrielles et maladies professionnelles
- Pechiney le pollueur
- La pollution de l'eau, des rivières et des mers
- Le nucléaire et les travailleurs

A l'appel du CLISACT, avec le soutien ou la participation du Comité Malville, du Comité de Lutte des Handicapés, du G.I.A. du Groupe Information Aménagement, Marine en Lutte, Front Paysan, Le Croquant, le MIVOC, les travailleurs de La Hague, les paysans de Braud, les ostréiculteurs, pêcheurs, mineurs, sidérurgistes, ouvriers de l'aluminium, travailleurs hospitaliers, de la Sécurité Sociale, chimistes, ingénieurs, médecins et chercheurs, juristes, et des ouvriers et médecins italiens de l'ICMESA et de SEVESO...

Travaux des forums: samedi après-midi et dimanche matin.

Projection de films («Condamnés à réussir», etc.): samedi soir.

Assemblée de synthèse: dimanche après-midi.

Nous attendons de votre part de nombreux témoignages et dossiers collectifs.

Vignette: 15 F (à demander au CLISACT). Logement assuré. Envoyer dossiers ou simplement annonces de participation au CLISACT, 56, rue des Guipons, 94800 Villejuif (Tél. 677 28 30, tous les soirs).

DANS LE MÉTRO

La différence entre un flic français et un flic espagnol...

Mardi 15 février 1977, 21 h 05, au métro République.

Ma Femme et moi entrons dans le métro quand nous entendons une discussion près du guichet. Nous nous déplaçons pour aller voir. Un jeune de 15'17 ans, de couleur (Martiniquais (!)) se fait bousculer par un flic. Motif: il a critiqué la façon dont on lui a demandé ses papiers. Une discussion s'engage entre eux et se termine par la menace d'aller au commissariat. Devant l'attitude du flic et des protestations du jeune, une personne intervient pour dire au flic que ce n'est pas une façon d'agir pour un représentant de la loi. Malchance, il se fait bousculer à son tour, puis tente de se dégager. Devant cette situation j'interviens verbalement en sa faveur. Face à un tel «manque de respect à l'autorité», le flic sort son pistolet en direction du gars qui est intervenu le premier. Il fait une première sommation. A la deuxième sommation il tire la culasse et engage une balle dans le canon. Il n'arrive pas à la 3^e sommation, car le fourgon arrive à ce moment. Cette fois le jeune et la personne qui est intervenue son vraiment malmenés jusqu'au car. La suite ???

a téléphoné. Devant l'argumentation que de telles situations arrivent à cause du manque de personnel, il répond être d'accord mais que de toute façon «ils» n'embaucheraient pas plus de personnel donc... (sous-entendus, donc il faut des flics). Sur le fait que le flic ait sorti son pistolet, il me dit «Ah, mon grand si tu avais mes années d'expérience, tu verrais...». Peu après il se dit communiste, visiblement de la CGT ou du PCF. Voilà le type d'éducation politique faite à l'intérieur du camp réformiste...

Le flic a tiré la culasse en arrière donc le coup pouvait partir tout de suite. Il m'est arrivé de me trouver face à une arme 5 fois en Espagne et 2 fois en France (à Bayonne) en 1970 au moment du procès de Burgos. Ma pratique dans cette situation m'amène à dire qu'entre un flic espagnol et un flic français la seule différence est que le flic français sort son pistolet pour un motif moins grave qu'un flic espagnol, et que la différence entre une dictature et une démocratie libérale n'est que formelle.

Pendant que la gauche et la droite parlent des municipales, on oublie et on essaie de dévier l'attention du peuple de sa véritable problématique: le chômage, la hausse des prix, le pourquoi de l'émigration et de la répression sur les émigrants, les agissements de l'appareil d'Etat de plus en plus fascisant (les lois, la police...).

Parmi les personnes présentes, il y a le flic, le jeune, celui qui est intervenu, un fonctionnaire de la RATP, deux autres jeunes et nous. Le fonctionnaire de la RATP est d'accord avec la police et c'est peut être lui qui leur

Le peuple impopulaire

COPYRIGHT LES ÉDITIONS DU SEUIL

ALAIN PRÉVOST

30^e épisode

La tour médiévale dressait sa silhouette inoffensive à mi-chemin entre Saint-Nizier et Grenoble. Le danger semblait lointain.

— A part cela, cinq gars du pays sont montés au Moucherotte garder un sentier de chèvres. On ne sait jamais, les Allemands pourraient essayer de nous tourner par là.

— Et je ne tiens pas à jouer les Léonidas, ajouta Goderville.

Les Allemands changèrent d'objectif. Deux obus de 150 tombèrent sur les Pucelles.

— Ils doivent viser le drapeau, suggéra Brisac.

— Oh ! ils ne l'auront pas ! lança Vieljeu.

Il se mordit les lèvres. « Terro a raison, se dit-il, je dois être inconsciemment patriotard. »

Un agent de liaison, venu le matin même de Fontaine, confirma que l'on avait dénombré la veille mille cinq cents soldats allemands montant vers Saint-Nizier. Il apportait aussi *Le Petit Dauphinois* du jour.

— Lecture passionnante, dit Goderville. Là, vous avez le récit de la bataille vue par la presse pétainiste ; je lis :

Le service est suspendu sur la ligne de Grenoble à Saint-Nizier.

La Société grenobloise de Tramways Electriques informe les voyageurs que le service de la ligne est suspendu provisoirement.

— Pour une bataille, c'est plutôt sec, dit Vieljeu. Je serais rédacteur en chef, je vous foutrais le gars dehors.

— Il y a mieux, annonça Goderville. Ça, c'est plus poétique, écoutez :

AVIS

En vue d'inciter la population à entrer dans les groupes de résistance, les puissances ennemies tentent de répandre dans le peuple français la conviction que les membres des groupes de résistance, en raison de certaines mesures d'organisation et grâce au port d'insignes extérieurs, sont assimilés à des soldats réguliers, et peuvent de ce fait être considérés comme protégés contre le traitement réservé aux francs-tireurs.

A l'encontre de cette propagande il est affirmé ce qui suit : Le droit international n'accorde pas aux individus participant à des mouvements insurrectionnels sur les arrières de la puissance occupante, la protection à laquelle peuvent prétendre des soldats réguliers. Aucune disposition, aucune déclaration de puissances ennemies ne peuvent rien changer à cette situation. D'autre part il est stipulé expressément à l'article 10 de la convention d'armistice franco-allemande que les ressortissants français qui, après la conclusion de cette convention, combattaient contre le Reich allemand, seront traités par les troupes allemandes comme des francs-tireurs.

La puissance occupante, maintenant comme auparavant, considérera de par la loi les membres des groupes de résistance comme des francs-tireurs. Les rebelles tombant entre leurs mains ne seront donc pas traités comme prisonniers de guerre et seront passibles de la peine capitale conformément aux lois de la guerre.

DER OBERBEFELSHABER WEST.

— Parlons peu, parlons bien : douze balles dans la peau, dit Brisac.

— C'est beau, mais c'est triste, ajouta Goderville.

— Moi, je suis d'accord, dit Vieljeu. Il faut fusiller les gens qui se battent. J'ai toujours été pacifiste. Sauf en temps de guerre, évidemment.

Vieljeu redescendit vers les lignes. Malgré le bombardement par l'artillerie allemande, malgré sa conversation avec Terro, il se sentait heureux, léger, libre. La lecture du *Petit Dauphinois* lui donnait un nouvel élan. Même si Terro avait raison, ne valait-il pas mieux risquer le tout pour le tout, rompre les ponts, se détacher de cette hypocrisie qui fait pourrir une terre occupée : Pétain, Doriot, la milice, la légion, la Gestapo ? Vieljeu éprouva même un moment d'affection pour les obus de 150 allemands. Ce n'étaient plus des « conseils amicaux », des « pour le bien de la France », de « la Grande Europe », du monde. Fini, tout cela ! On recevait des obus sur la gueule : la situation était claire, aussi claire que le coup de pied envoyé aux fesses d'un chef de bureau haï depuis des années.

(à suivre)

21 FEVRIER

JOURNEE ANTI-IMPERIALISTE INTERNATIONALE



L'AFFICHE ROUGE.

Le Quotidien du Peuple, publication du PCRM
Adresse Postale BP 225 75 924 PARIS CEDEX 19
Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte N°7713 J
Directeur de publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC-Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Le 21 février 1944, un peloton d'exécution de la Wehrmacht fusillait au Mont Valérien 22 résistants qui appartenaient au détachement commandé par le héros arménien Misak Manouchian. Ces 23 héros étaient de 6 nationalités différentes : 5 Italiens, 2 Arméniens, 1 Espagnol, 3 Hongrois, une Roumaine, 8 Polonais et 3 Français. Leur détachement relevait du Mouvement des Ouvriers Immigrés, organisation communiste fondée en 1934, qui dépendait de la III^e Internationale. Combattant aux côtés des résistants français,

ils avaient, les armes à la main, porté des coups terribles aux occupants nazis. Après trois mois de tortures, après avoir placardé dans toute la France une ignoble affiche rouge qui flétrissait leur nom et leur visage, l'occupant nazi les fusillait. Devant le peloton d'exécution, ils criaient : «*Nous mourrons pour le bonheur des hommes*». Leur sacrifice est devenu le symbole de la solidarité des peuples contre le fascisme et l'impérialisme. Le 21 février est devenu une journée internationale anti-impérialiste de victoire et de combat.

LES DERNIERS MOTS DE MANOUCHIAN

LETTRE A SA FEMME

Ma Mélinée, ma petite orpheline bien aimée, dans quelques heures je ne serai plus de ce monde, nous allons être fusillés cet après-midi à 15 heures...

Que puis-je t'écrire ? Tout est confus en moi et bien clair en même temps.

Je m'étais engagé dans l'Armée de Libération en soldat volontaire et je meurs à deux doigts de la victoire et du but. Bonheur à ceux qui vont nous survivre et goûter la douceur de la liberté et de la paix de demain. Je suis sûr que le peuple français et tous les

combattants de la liberté sauront honorer notre mémoire dignement. Au moment de mourir, je proclame que je n'ai aucune haine pour le peuple allemand et contre qui que ce soit, chacun aura ce qu'il méritera comme châtime et comme récompense. Le peuple allemand et tous les autres peuples vivront en paix et en fraternité après la guerre qui ne durera plus longtemps. Bonheur à tous..

Adieu, ton ami, ton camarade, ton mari.
MANOUCHIAN MICHEL
21 FEVRIER 1944

Programme télé

MARDI 22 FEVRIER

TF1

18 h 00 - A la bonne heure - la maison solaire
18 h 35 - Pour les enfants : les Patapluches - l'île aux enfants
19 h 00 - Jean Pinot, médecin d'aujourd'hui - feuilleton
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Une minute pour les femmes
19 h 45 - Eh bien, raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Fanfarandole : Des groupes de musiciens amateurs
21 h 15 - Les peintres naïfs yougoslaves
22 h 20 - Pleine page - émission littéraire
23 h 40 - Journal

A2

18 h 35 - Les histoires de l'Histoire
18 h 45 - Flash journal
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales

19 h 40 - La tirelire
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Les dossiers de l'écran : film de Stanley Kramer (1967) «*Devine qui vient dîner*» - débat sur le racisme
23 h 30 - Journal

FR3

18 h 45 - Pour la jeunesse
19 h 00 - Magazines régionaux
19 h 40 - Tribune libre (le PS)
20 h 00 - Les jeux de 20h
20 h 30 - Les sept voleurs : film de H. Hathaway (1960) hold-up du Casino de Monte Carlo
22 h 05 - Journal

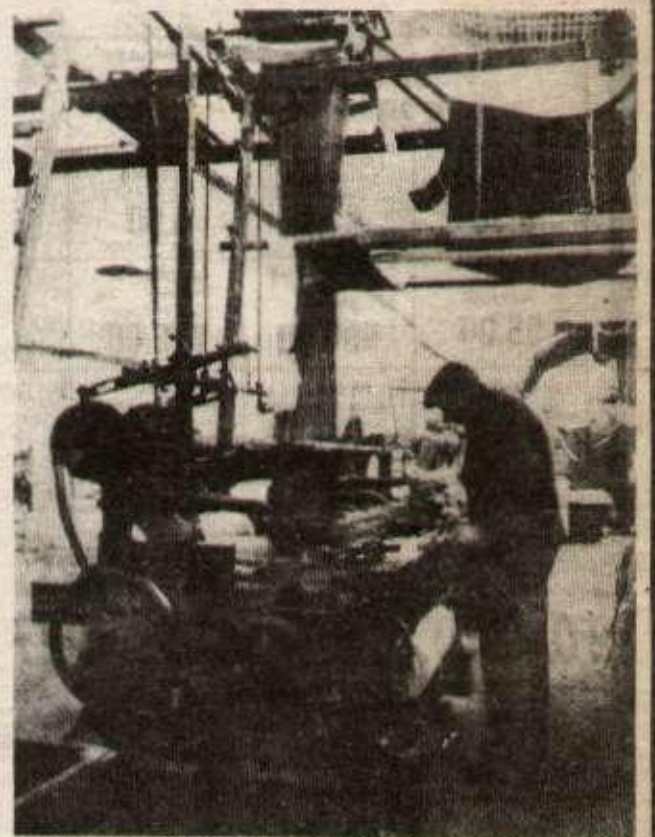
Le prolétariat textile du Nord face à la crise

75 ANS D'EXPLOITATION ET DE LUTTE

LA MEMOIRE DE TROIS GENERATIONS

-3-

Reportage de Julien Leblond



Des vieilles machines où les ouvriers s'éreintaient...

Quand, en 1974, C.A. Sarre pris la tête du puissant groupe Prouvost-Lainière de Roubaix, il lança avec une incroyable désinvolture : «C'est une industrie amusante, elle est constamment en pleine transformation» ! Adeline, Oscar, Danielle, Hélène, acteurs et témoins de trois-quarts de siècle de la vie et des luttes du prolétariat roubaisien, révèlent le vrai visage de cette «transformation continue».

Adeline porte allègrement ses soixante-dix ans. Vingt années de dur labeur dans les filatures roubaisiennes d'avant-guerre n'ont pas altéré son dynamisme et sa bonne humeur. Elle garde un souvenir amer de son embauche dans la filature en 1922 : «J'avais 11 ans et demi et je venais juste d'avoir mon certificat d'études. Je ne pesais que 26 kilos mais cela n'a pas empêché le médecin SFIO de me déclarer d'emblée : Bonne pour la filature ! J'appréhendais d'y entrer en me rappelant ce qui avait été le sort de ma mère qui travaillait 12 heures par jour dans les filatures de lin Boutny. Mais j'y suis restée jusqu'en 1941. Et je n'oublierai pas la première manifestation à laquelle j'ai participé quand j'avais 14 ans».

Ancien ouvrier en teinturerie, Oscar, malgré ses soixante-dix ans révolus, n'entend pas délaissier le combat révolutionnaire pour lequel, dès les années trente, il était chassé des usines, marqué à l'encre rouge pour ce soi-disant «refus de travail».

Tous les deux appartiennent à cette génération des prolétaires roubaisiens d'avant la seconde guerre mondiale qui dressèrent les barricades dans la vieille métropole du textile plusieurs années consécutives pour contrer les patrons de choc de Consortium du textile et pour faire barrage au fascisme montant...

Nulle mieux que Danielle, 56 ans peut témoigner de l'évolution accélérée de l'industrie textile du Nord de

Nulle mieux que Danielle, 56 ans, peut témoigner de l'évolution accélérée de l'industrie textile du Nord de l'immediat après-guerre jusqu'à aujourd'hui : des fermetures en série d'entreprises, de filatures et de tissage qu'elle a vécu, telles les filatures de Beaumont, Toulemonde, la faillite de Masurel et l'effacement de Lepontre ; des bagarres menées contre les licenciements ou dévoyées par le révisionnisme.

Pour exprimer les espoirs de la génération d'aujourd'hui, Hélène, 24 ans, peut déjà puiser dans huit années d'expériences de lutte comme ouvrière chez Motte-Bossuk (filature de coton) : «J'ai commencé à seize ans. Au bout de ma première année, j'ai dû être arrêtée pour maladie tant «ils» avaient poussé la production. Nous avons conduit des luttes ces dernières années notamment sur les primes et les salaires. Mais il faut regarder plus loin, comment peut se réaliser une riposte au niveau de tout le textile contre les effets de la restructuration».

DU «CONTINU A FILER»... AUX BD 200

En 1930, ils étaient 130 000 ouvriers du textile. Ces «profondes transformations successives» dont parle plaisamment C.A. Sarre ont réduit ces effectifs de plus de la moitié sur Roubaix-Tourcoing aujourd'hui. Par quel moyen, au prix de quelles «révolutions» technologiques ?

—Adeline : «Nous connaissons tous ici les «continus à filer» sur lesquels se sont échinés tant d'ouvrières. Cela a été la grande révolution technique dans les filatures. Je me rappelle, pour avoir lu Marx, que les machines existaient de son temps à lui, des machines exigeaient à mon époque tout un ensemble d'ouvriers. Une voyageuse qui changeait les fuseaux, une soigneuse qui était responsable du travail et une bâcleuse qui coupait les fils. Tu apprenais le métier petit à petit en commençant par être bâcleuse. Puis après la guerre, ils ont préféré faire passer les filles par les centre

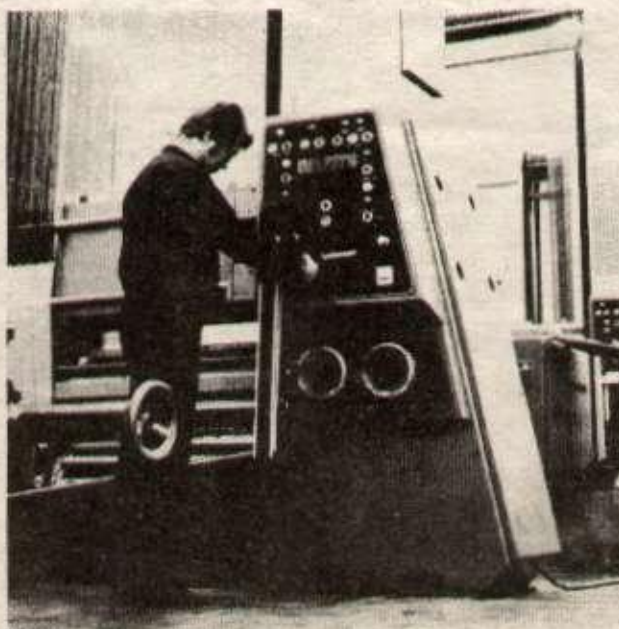
d'apprentissage pour qu'elles soient productives dès leur arrivée sur une machine».

—Danielle : «Ce type de travail tel qu'il était organisé développait un certain esprit de responsabilité chez l'ouvrière qui tenait à ce que sa machine soit impeccable. Comment veux-tu aujourd'hui avoir le même esprit puisque les patrons ont trouvé le seul moyen ne mettre sur les mêmes «continus à filer» qu'une seule fille chargée de toutes les opérations. Tu peux le comparer aujourd'hui à du travail à la chaîne à une allure infernale si bien que tu ne te préoccupes plus si un fil casse, ou s'engage mal sur le fuseau...»

—Hélène : «La grande innovation qui a fait sont apparition il y a quatre ans c'est le B.D. 200, des machines tchécoslovaques qui font ce qu'on appelle la filature «à bout libre» et qui vient supplanter le «continu à filer.» Concrètement, cela supprime trois opérations : la préparation, le continu et le bobinage. Et ça supprime aussi autant de postes de travail !»

—Danielle : «La production de ces B.D. 200 a changé aussi le mode de paiement des salaires. Avec les «continus à filer», tu es payée à la production, suivant ce qu'indique le compteur installé sur la machine. Cela peut faire des écarts des fois de plus de 100 F chaque mois. C'est chose fréquente. Avec le paiement à l'heure, l'avantage est bien sûr le salaire constant mais les patrons se rattrapent sur le fait que les B.D. sont tellement automatisés et vont à une vitesse telle que tu n'as plus qu'à les suivre et à bosser toujours plus. Ton travail est de plus en plus celui d'un manoeuvre».

—Hélène : «Le paiement à l'heure a conduit des ouvrières à réclamer que ce système soit généralisé, y compris aux «continus à filer» ou aux autres secteurs qui sont encore payés au poids de production effectuée. Un certain nombre de luttes se sont déclenchées là-dessus, notamment dans les filatures de coton, avec pas mal de succès d'ailleurs».



... aux programmeurs électroniques qui les asservit.

—Adeline : «Ce système du paiement à la production était dans les années d'avant-guerre la panacée des patrons pour semer la division entre ouvrières...»

—Hélène : «C'est de moins en moins par les écarts et les disparités de salaire que les patrons tentent aujourd'hui d'instaurer cette division mais par un système complexe de primes qui prennent en compte la propreté, l'assiduité, la qualité du travail et les ventes à la clientèle...»

PATRONS DE COMBAT ET PARITARISME...

Sur ce fond de profonde restructuration économique et de «révolution» technologique qui vont en accélérant, englobant des milliers d'emplois, précipitant la déqualification des ouvriers par le développement de secteurs de fabrication automatisés, c'est aussi depuis le début des années 50 une profonde modification des rapports de classe qui s'est opérée entre le prolétariat textile de Roubaix-Tourcoing et les patrons, bousculant tous les artifices dont ils usaient avec brutalité pour perpétuer leur domination et renforcer l'exploitation : les «vérités» religieuses assénées, un paternalisme souvent retors et une hiérarchie à leur botte.

—Oscar : «Dans les années 30 à 36, quand le patronat et la bourgeoisie sentaient grandir la «montée des périls» pour leur pouvoir, le patronat avait fait le choix de prendre une attitude de combat, de mener la lutte de classe de manière implacable. Dès lors que démarraient les grèves, c'était tout ou rien. On en vient, du fait de la dureté et de l'ostracisme de ces patrons comme Benoît Roussel, à des rassemblements de lutte qui regroupaient jusqu'à 15 000 ouvriers à un moment où comme en 1932, on ne travaillait plus que 4 H par semaine ! On arrivait au travail le samedi matin à 8 H et on en ressortait à midi : la semaine était terminée ! Il n'y avait pas d'autres recours que les grèves violentes : en 1931, on avait tenu le quartier des Longues Haies pendant trois jours et trois nuits contre les flics ! En 34, de semblables affrontements nous ont opposés à des chefs et des patrons dont 110 ont été blessés. Nous avons été les voir pendant 24 H !»

—Danielle : «En fait, cette politique a cédé le pas dans les premières années après la libération à une pratique de concertation progressivement mise en place par un grand patron qui se voulait «conciliateur», Désiré Ley, ce qui a débouché sur le paritarisme. A ces réunions paritaires, seul FO participait au début. Puis à partir des années 53, la CGT qui en était exclue jusqu'alors a commencé à signer les conventions collectives et s'est portée en quelque sorte candidate au paritarisme.

C'est là, à mon avis, une des raisons majeures qui ont freiné les luttes, notamment les luttes contre les licenciements puisque les négociations au sein de ces instances paritaires se faisaient à l'écart des travailleurs, excluant leur mobilisation.

Ces dernières années, des grèves comme celle de «La Redoute» ont malmené le paritarisme et les travailleurs se sont mobilisés.

La grève du 7 octobre où les travailleurs du textile étaient massivement présents témoigne que cette politique de collaboration de classe qui n'ose pas dire son nom n'en aura plus pour longtemps à vivre !»